

Les ateliers du "Connecteur Recherche" Document de synthèse

14 et 15 juin 2012, Paris, le centquatre
Futur en Seine 2012

Web : <http://prise.reseaufing.org>



SOMMAIRE

A propos du Connecteur Recherche.....	2
Session A1 - "Fab labs et Communautés actives"	3
Session B1 - "L'avenir du travail".....	7
Session A2 - "Données personnelles partagées".....	11
Session B2 - "Lien social et e-inclusion.....	18
Session A3 - "Le web, champ de données"	27
Session B3 - "Ville intelligente, ville légère"	32
Session A4 - "Culture-Médias et Numérique"	36
Session B4 - "Observer la société de l'information"	41
Session A5 - "E-démocratie"	45
Session B5 - "Education et nouvelles formes d'apprentissage"	52

A propos du Connecteur Recherche

Les 14 et 15 juin 2012, la Fing, avec le soutien de l'ANR, a rassemblé près de 150 personnes (Chercheurs, acteurs publics, entreprises, innovateurs, associations...) pour la 1ère édition du "Connecteur Recherche", à l'occasion de Futur en Seine. A travers 10 sessions thématiques, chercheurs et praticiens ont partagé leurs travaux et questionnements et élaboré, ensemble, des pistes fertiles les chercheurs.

Les échanges se poursuivent ensuite en ligne sur l'espace collaboratif : <http://prise.reseaufing.org>

La vocation du Connecteur Recherche est d'être le support d'échanges actifs entre chercheurs et praticiens : en publiant les ressources partagées, en appelant aux contributions des chercheurs, entreprises, acteurs publics et associatifs dans l'objectif de faire émerger des pistes de travail pertinentes pour la recherche SHS dans les domaines de la société et de l'économie numériques.



Pour sa première édition en présentiel, les ateliers du Connecteur ont invité les participants à produire collectivement 3 "objets" :

- Les **pistes de recherche** : Il s'agit principalement des pistes de recherche que les acteurs présents (entreprises, acteurs publics, associations, collectifs de terrain, etc.) souhaitaient soumettre à la Recherche. C'est-à-dire les "inconnues", les questionnements, les points obscurs, les contraintes... qui leur posent question dans leurs métiers.
- Les **"terrains"** : les possibilités de partenariats futurs, les envies de collaboration qui peuvent naître de l'atelier
- Les **ressources** : le "grenier" des travaux de recherche et de prospective existants à porter à connaissance des publics du Connecteur

Contact Connecteur Recherche

- Jacques-François Marchandise – jfm@fing.org
- Renaud Francou – alo@fing.org
- Amadou Lo

Session A1 - "Fab labs et Communautés actives"

Lorsque Howard Rheingold a publié l'un des premiers ouvrages analysant les "communautés virtuelles" au début des années 90, il indiquait s'être appuyé aussi bien sur les grilles de lecture sociologiques issues des travaux de Mark Granovetter et en particulier sur son article "la force des liens faibles", que sur les analyses de Barry Wellman spécialiste des réseaux sociaux appliquées aux communautés des quartiers défavorisés. Les relations sociales médiatisées par les réseaux numériques ouvraient de nouveaux champs de recherche demandant d'affiner les outils et pratiques d'analyses hérités de la sociologie traditionnelle. Aujourd'hui, de nombreux chercheurs se sont intéressés aux dynamiques à l'oeuvre dans le numérique aussi bien spatiales, sociologiques, économiques, psychologiques, managériales, organisationnelles... permettant d'en comprendre les problématiques et enjeux.

Depuis quelques années, les pratiques et usages du numérique semblent se diffuser à nos modes de vie, nos façons de travailler, de consommer, de se retrouver, de dialoguer, d'apprendre, de partager, de se former, de concevoir, de produire, d'innover, etc. Elles se territorialisent et se cristallisent dans des temps et des espaces. Coworking Spaces, Fab Labs, hackerspaces, "X-labs", rencontres diverses et variées des communautés du logiciel libre, de "bricoleurs", hackathon et autres barcamps apportent leur lot de dynamiques, favorisent les écosystèmes, la formation de pair à pair, de modèles d'innovation et de partage, etc.

Comment comprendre et analyser les enjeux à l'oeuvre dans ces lieux et au sein de ces communautés "augmentés par le numérique"? Quelles grilles de lecture employer? Sur quelles ressources s'appuyer? Le phénomène est émergent et en pleine croissance mais pose de nombreuses questions. Quelle est son impact sur l'écosystème en place, se diffusera-t-il au sein des territoires, des administrations, des entreprises, etc.

Cette table ronde permettra de faire émerger les questions auxquelles les praticiens sont confrontés pour en faire part aux chercheurs afin de bâtir un dialogue propice aux échanges.

Intervenants

- Fabien Labarthe (Telecom Paris Tech)
- Pierre-Amiel Giraud (Université de Bordeaux 3)
- François Bottollier-Depois (HEC / Fing)
- Tamer El-Aïdy (Les Petits Débrouillards)
- Lomig Unger (Renault)
- Hugues Aubin (Rennes métropole)

PISTES POUR LA RECHERCHE

Revisiter les Fab labs

- Fab labs, après les pionniers y aura t-il banalisation ?
- L'open process possède ses qualités et ses défauts
- Comment identifier les compétences "non normées" ?
- "Généalogie" des Fab Labs EPN, libre, GULL, Education populaire ?
- Quelles sont les typologies de Fab Lab ? Il faut redéfinir le terme de fab lab et ces variantes
- Quid de l'animation de projets? Comment mettre plus en avant les projets des artisans ?
- Fab Lab permettre le débat autour de l'Internet des objets ?
- Connaissances des formes antérieures aux Fab Labs ?
- Concevoir / faire avec utilisateurs ?
- Comment et pourquoi faire à 4 mains ? (Parents + enfants)
- Communautés d'utilisateurs & territoires (proximité) / ancrage local
- Technophobie et Fab Labs.
- Fab labs / prototypage / quick & dirty VS méthodo classique d'innovation en entreprise

Fabs lab et Droit/Economie

- Fab lab et propriété intellectuelle quels enjeux, quel partage, etc. ?
- Biens communs, biens publics, biens privés?
- Cadres juridiques des Fab Labs
- Modes de financement d'autonomie ?
- Asymétrie financement / dynamisme

Fabs lab et Société

- Le Fab Lab pour un nouveau modèle de consommation (responsable) ?
- Rôle des acteurs publics, fab labs et politiques publiques?
- Coexistence marchand / non marchand - social / entrepreneurial
- Si l'écrit et le dessin technique sont au centre du fab lab, ne reproduit-on pas des mécanisme d'exclusion ?
- Inégalité sociale & fab lab : résoudre localement
- Fab lab comme outil pour l'éducation populaire ?
- Apprentissage : Autodidaxie, apprentissage pair à pair, apprentissage par le faire ?
- Passer par le faire, le learning by doing est-il plus incluant ?
- Promouvoir les possibilités de projets concrets (relocalisation, réparation, upcycling, détournement personnalisation, adaptation, etc.)

Coopération internationale des Fab labs

- Comment Fab Lab et associations de solidarité internationale se parlent ?
- Spécificité française, incompréhension entreprises différents fab labs, et dans les autres pays ?
- Mise à, tutoriels, patrons, documentation disposition de ressources francophones

- Faire du comparatisme entre les différents contextes de Fab Lab (Dakar, Burkina, Quebec, etc.)
- Mise à disposition de ressources francophones, tutoriels, patrons, documentation.
- Est-ce que les "objets frontières" pourraient être un outil efficace?

Problématique du lieu commun

- Comment organiser le dialogue entre les différentes cultures au sein de ces lieux?
- Question des lieux ou sans lieux
- Qu'est-ce que "faire lieu"?
- Quid de la montée en compétence au sein de ces lieux ?
- Sociologie des lieux espaces multimédia pour comprendre les fab labs ?
- Friction en communautés cultures
- Gouvernance des territoires sur les modèles du libre?

TERRAINS DE RECHERCHE ET D'EXPERIMENTATION FUTURS

- Fab Lab interne -> sociologie des organisations
- (fab)labs d'entreprises
- Ateliers scientifiques qui utilisent le fab lab comme outil et non comme finalité
- Jardin partagé : un fab lab bio?
- Handicap / bénéfiques concrets handilab rennes
- "Gull" groupe utilisateurs logiciels libres
- Echelle de la construction en école l'architecture
- Temps projets (droit à l'essai, à l'erreur) / temps entreprises
- Associations, hackerspaces fab lab institutionnels en Bretagne -> dynamiques entre acteurs autour de la fabrication numérique
- Matériaux : les cartographies et descriptions des compétences complémentaires
- Le Fab Lab catalyseur du "passage à l'écrit"
- www.papasbriccodeurs.fr
- territoire/relocalistion
- Où s'arrête le cadre la granularité d'un fab lab ?



RESSOURCES

- Thèse en cours EHESS-Marseille sur les Fab Labs ([Suzanne de chevigné](#))
- Fabrice Iextrait, une nouvelle époque de l'action culturelle, rapport du ministère de la culture
- Bahlab communauté francophone
- Nicolas Julien, Jean-Benoît Zimmermann "[économie du logiciel libre](#)"
- Thèse : lieu et territoire de la mouvance libre ([Pierre Maïel Giraud](#))
- Thèse Antoine Moreau la mouvance libre hors logiciel
- Recherche travaux de recherche sur la réparation merci ! :)
- Recherche travaux sur la sociologie du geek
- Org district industriel par filière -> par compétence via 1/3 lieux (cf Zulliani)
- [Charte MIT](#)
- [Travaux CGS](#) (Mines) Valeur de l'innovation
- Recherche support de vulgarisation sur les modèles économiques des objets libres
- www.ifixit.com
- [The future of the internet](#) Zittrain
- Ivan Ilitch, [la convivialité](#) : il travailla à créer des pistes vers d'autres possibilités, qui s'expriment selon lui par un retour à des outils conviviaux, qu'il oppose aux machines.
- www.wiithaa.com (communauté upcycling)
- Littérature sur les objets frontières Griesem + iconic tactic
- [Elinor Ostrom](#) (biens communs)
- Nombreux travaux sur les espaces publics numériques
- Richard Sennett : [Ce que sait la main. La culture de l'artisanat](#) (Albin Michel, 2010)
- Matthew B. Crawford : [Eloge du carburateur](#)

Session B1 - "L'avenir du travail"

L'Europe fait face à une double crise de l'emploi et du travail : tension croissante entre travail et capital, perte de sens, délitement des communautés de travail, dénouement du lien entre travail et qualité de vie, désengagement... En facilitant un management de plus en plus quantitatif et éloigné des réalités, en automatisant à outrance, le numérique est dans une large mesure à la source de cette crise. Pour de nombreux individus, il constitue aussi un remède en facilitant un travail plus souple, plus mobile, plus autonome, et en reliant plus aisément les différentes dimensions de leur vie. Pour la plupart des individus comme des entreprises, cependant, la tension entre ces deux dimensions du numérique (automatisation, rationalisation, contrôle et hiérarchisation d'un côté, souplesse, agilité, empowerment individuel, mobilisation collective de l'autre), prend une forme conflictuelle ou au mieux, totalement désorganisée.

Quels champs de recherche faut-il explorer pour appréhender ces évolutions en cours ?

Le numérique pourrait-il participer à renouer le lien entre objectifs individuels, organisationnels et collectifs ? Existe-t-il des pistes de recherche prenant en compte la capacité des individus, par le numérique, à mieux maîtriser leurs projets professionnels, ou des collectifs informels à exercer des formes nouvelles d'influence ?

Intervenants

- Philippe Hagmann, Responsable du pôle Vie au travail, à la direction des ressources humaines - EDF
- Anne-France Kogan, Maître de conférence en sciences de gestion, Ecole des Mines de Nantes
- Daniel Ratier, de la Direction Générale du Travail, co-auteur du rapport "L'impact des TIC sur les conditions de travail"
- Laurent Mahieu, secrétaire général adjoint à la CFDT Cadres
- Etienne Maclouf, Maître de conférence, Sciences de gestion, Panthéon Assas

PISTES POUR LA RECHERCHE

Refaire du travail un objet d'étude

Les approches politiques du travail développées ces dix dernières années ont mis essentiellement l'accent sur les temps de travail (« travailler moins d'un côté et partager le temps de travail » avec les RTT / « travailler plus pour gagner plus » de l'autre). Ces débats ont masqué, à tout niveau (politique, syndical, recherche), les autres évolutions des pratiques de travail, à commencer par la flexibilité croissante du temps de travail¹.



Le sujet du travail souffre finalement de ne pas avoir été suffisamment un objet d'étude, de débat, alors même que ses évolutions sont profondes, introduit P. Hagman.

L'évolution des pratiques de travail depuis la révolution industrielle

Si l'on observe les pratiques de travail depuis la révolution industrielle, les évolutions sont gigantesques. A commencer - une fois de plus ! - par le temps de travail qui a considérablement diminué, en raison de l'apport des technologies à la productivité (multiplication de la force de travail, automatisation, etc.). Les études de Jean Viard montrent ainsi que l'on travaillait en début du 20^e siècle XX heures de notre vie éveillée. Dans les années 50 XX heures, et aujourd'hui 17H de notre temps de vie éveillé est passé au travail.

L'impact - contradictoire - des TIC

Aujourd'hui les TIC sont un facteur d'évolution très fort. Cela représente comme une 2^e révolution industrielle. Les TIC agissent dans les organisations à la fois comme un révélateur des fonctionnements et un accélérateur des process. En particulier on assiste à une « intensification du travail avec la complicité des TIC » ; à l'accroissement des coopérations horizontales, induisant une plus grande proximité relationnelle. Ce qui modifie, in fine, les lignes managériales, ainsi que les espaces de travail

L'influence des TIC sur les « rôles au travail » est directe mais en même temps paradoxale :

d'un côté des salariés contrôlés, « monitorés », et pour qui la cadence de travail devient infernale, les pratiques de travail destructrices de l'individualité ;

¹ Voir les travaux d'Emmanuel Dockés

de l'autre des salariés plus autonomes, libres d'organiser leur temps de travail, mais celui-ci n'a plus de visibilité : les pratiques de débordements se multiplient, le temps n'est plus comptabilisé.

D'où une souffrance au travail nouvelle, qui s'exprime non pas tant physiquement que mentalement. Ce sont les « risques psycho-sociaux », et qui en appellent précisément à une nouvelle forme de régulation des pratiques de travail (cf. conclusion du rapport CAS / DGT).

Les autres facteurs d'évolution

Les TIC ne sont pas les seuls facteurs de transformation du travail. P. Hagmann en pointe 3 autres :

- d'ordre économique : concurrence accrue, accélération des rythmes
- d'ordre législatif : multiplication des normes (sécurité, égalité, environnement) et des pratiques de reporting, (aux résultats très contradictoires). Flexibilité croissante des temps de travail. Complexifications du travail, des tâches, qui entraînent des tensions, etc.
- d'ordre sociologique : la féminisation du travail ; Montée de la parentalité ; Allongement de la vie au travail (espérance de vie en bonne santé) et montée en compétences des travailleurs ;

Pour se réapproprier le travail - les pistes de recherche à approfondir

Il faut se réapproprier le « travail » et que les individus au travail arrivent à redonner du sens à leurs pratiques

Il faut imaginer des scénarios organisationnels rendant les relations de travail plus efficaces.

Ce qui pose problème :

Interpénétration des temps de travail et temps de vie personnelle
=> analyses des pratiques de « débordement » : c'est-à-dire les pratiques de travail au domicile, dans les transports, sur les lieux de vacances, etc.

La problématique autonomie du travailleur par les TIC :

d'un côté avec l'autonomie et la liberté d'organisation individuelle, le temps de travail n'est plus forcément « visible » car il ne se déroule plus forcément sur le lieu de travail.

=> pb de la valorisation du travail accompli.

D'un autre côté une autonomie qui est soumise à un contrôle permanent, à du reporting, à de la réactivité, à l'immédiateté, etc.

Les modes d'apprentissage, de formation en continu (peu de pratiques réelles), et en particulier par les pairs / les collègues (peu pensés).

Ce qui n'est pas connu, observé

Analyse comparée des cultures du travail / Identité: Les rapports au travail semblent très marqués culturellement. En France identification très forte à son travail, recherche d'épanouissement, de relations sociales, etc. En Angleterre, en Espagne : un rapport au travail plus distant. Les suicides en « entreprises » sont impensables en Allemagne, en Espagne, etc.
=> développer des analyses comparées.

Evolution des rôles au travail : Les « rôles » au travail évoluent (salariés plus renseignés, plus engagés, plus influents sur l'organisation), ce qui influe

directement sur les espaces de travail – physiques – et les espaces de communications formelle – informelle.

Les pratiques de réappropriation, de détournement, de contournement des règles, des outils, du management, etc. Les pratiques de Hacking du plus soft au plus sauvage / violent (sabotage, etc).

Les nouveaux collectifs de travail : la formation de relation interpersonnelle, la composition de réseaux de collaboration non officiels mais effectifs.

Ce qui est en question / est à anticiper

La fin du contrat de travail ? Le contrat de travail est aujourd'hui défini par le rapport au temps et à l'espace de travail. Va-t-on vers une disparition du contrat de travail ?

La fin du travail, et la légitimation de « l'activité ». Il semblerait qu'on assiste à une bipolarisation : d'un côté des tâches automatisées, prédéfinies, des process à exécuter (d'où une « perte de sens »), de l'autre le travail à inventer. => Vers la fin du travail (au sens d'une tâche avec un début et une fin), et vers la légitimation de « l'activité » ?

Les nouvelles sanctuarisations : plutôt que de tenter de définir le travail, définir ce qui n'en est pas, ou doit être protégé : le droit au repos, le droit à s'occuper des siens, etc.

Idées de projets de recherche-action :

Accompagner des équipes syndicales dans leurs actions. Observer le dialogue entre salariés et délégués syndicaux

RESSOURCES

- Rapport CFDT – Cadres « Impact des TIC sur le travail des cadres »
- Jean-Pierre Dupuy, Ordres et désordres
- Rapport Centre d'analyse stratégique / Direction générale du travail « Impact des TIC sur les conditions de travail »
- [Jacques Ellul](#), La technique ou l'enjeu du siècle, Le système technicien, Le Bluff technologique
- Orwell (tactiques raisonnées)
- Hannah Arendt, Condition de l'Homme moderne
- Emmanuel Dockès, Professeur à l'université Lyon 2, directeur de l'Institut d'études du travail de Lyon, ERDS/Cercriid : 2 articles « Un accord donnant, donnant, donnant, donnant... », « Perte du sens, et effritement du droit du travail » [CERAS](#)
- Etienne Maclouf, « Espace de travail et management », Revue de gestion des ressources humaines n°81 2011

Session A2 - "Données personnelles partagées"

Le partage et la ré-utilisation de leurs propres données personnelles par les individus porte en elle les promesses d'une relation plus équilibrée entre les individus et les entreprises. Mieux informés, libérés des carcans imposés par les organisations, jonglant efficacement avec leurs réseaux, les individus se trouveraient en position avantageuse pour exploiter pleinement leur potentiel et leurs choix de vie.

Mais que sait-on vraiment du "client de demain", de sa capacité à se saisir de ces promesses, de la réaction ou la pro-activité des entreprises ou de la capacité de résilience de la société ?

En un mot : quelles sont les grandes incertitudes et pistes exploratoires à proposer à la Recherche ces prochaines années autour des "Données personnelles partagées" ?

Intervenants

- Serge Pajak (Université Paris Sud)
- Cedric Manara (EDHEC)
- Caroline Lancelot-Miltgen (Université d'Angers)
- David de Amorim & Géraud Felgines (Groupe LaPoste)
- Bertrand Dolbeau (Home Bubble)
- Tania Lasisz & Perica Sucevic (DGME)
- Delphine Carnel (CNIL)

PISTES POUR LA RECHERCHE

Transmission des données

Est-ce que la problématique de transmission des données est un sujet ou pas ? (en cas de décès, ...)

De même, lorsque mon autonomie diminue, comment les données que j'ai partagées en ligne sont-elles gérées, comment puis-je permettre à mon cercle de proximité d'y accéder ?

Objectif : créer de la confiance que ce soit dans le monde physique ou dans le monde numérique.

Entre le tout public et le tout sécurisé : quels sont les espaces de « confiance intermédiaire » à imaginer ?

Comment gérer ce partage entre les responsables du foyer ? Qui doit avoir accès à quoi ?

Comment déterminer le seuil à partir duquel il y a un risque pour la protection des données personnelles ?

Diverses réactions face à l'utilisation de nos données personnelles

Analyse des situations dans lesquelles les individus auraient la possibilité d'invoquer le droit des données personnelles et où elles ne le font pas (relation entre pairs, sentiment de socialité) alors que c'est différent lorsque c'est une organisation qui utilise nos données personnelles.

La notion de données personnelle s'applique donc à un type de relation et notamment celle où l'individu se retrouve face au détenteur d'une puissance de calcul.

Question de l'authentification : Y a-t-il des cas d'usages ? Est-ce que j'accepte que quelqu'un d'extérieur certifie mon identité ?

Données publiques / privées

Quelles formes pourraient prendre une labellisation appréhensible par le plus grand nombre ?

Labellisation CNIL : tester l'efficacité du label CNIL : est ce que les gens répondent plus et plus longtemps lorsque le label est présent sur un site ?

Exp : questionnaire sera mené avec la caisse d'assurance maladie.

Universalité : comment rendre ce sujet des données personnelles le plus compréhensible par les personnes : comment partager de l'information ?

Oxymore des données personnelles partagées

Données personnelles partagées : c'est presque une aberration en Droit alors qu'aujourd'hui on ne fait que partager des données.

Travail de recherche qui tourne autour de l'ensemble des situations dans lesquelles le droit est impropre à refléter et à traduire ce qui touche aux activités sociales et notamment aux données personnelles.

Quelle est la propension des individus à mettre leurs données en ligne :

Frontière entre ce que les utilisateurs considèrent comme personnel et le côté transactionnel, relationnel (certaines personnes ont tendances à partager leurs données personnelles sur des réseaux sociaux, d'autres font preuve de plus de réserve).

Quels sont les différents cercles de relation qui existent et à quel degré de confiance correspondent-ils ?

qu'impliquent-ils en termes de partage de données relationnelles, personnelles ?

Une adresse correspond à un foyer, donc à un ensemble de personnes : au-delà de l'accès à cette information personnelle, comment est-ce que j'accède aux données autour du foyer ?



Influence des « amis » sur nos choix :

Expérience qui consiste à diffuser un quizz sur Facebook avec des questions qui demandent aux internautes ce qu'ils feraient dans des situations délicates : certains répondront de manière neutre et d'autres répondront en fonction de ce que les autres ont répondu : l'environnement social influence-t-il la réponse ?

Questions structurées de sortes qu'on puisse faire des rapprochements en les combinant (CSP, sexe, âge, ...) : voir jusqu'où il est possible de reconstituer le profil de la personne.

Notion de cercles concentriques : plus c'est proche de nous, moins on veut le dire.

Voir si on ne peut pas réinterroger les tabous (qui sont aujourd'hui plus ou moins ancrés dans la société) selon la nature des données personnelles, le contexte, ... et aussi selon les profils d'utilisateurs qui sont plus ou moins enclins à faire confiance ? (ex. : tabou de l'identifiant unique en France)

La société n'a-t-elle pas changé ? N'y-a-t-il pas de nouveaux tabous sur la vie privée et sur les données personnelles ?

Génération Y caractérisée par la diffusion en masse d'informations plus ou moins personnelles. Est-ce un effet générationnel ou un effet d'âge (qui passera donc) ? Autrement dit, est-ce que cette génération, une fois « adulte » continuera de partager « tout avec tout le monde » ou aura-t-elle besoin de rapatrier ses données pour les mettre dans un « cercle de confiance » ?

Evolution des pratiques et des attentes vis-à-vis du dévoilement de soi ? Quels impacts sur les business models actuels ?

Inégalité par rapport aux questions de données personnelles et de vie privée

Différences culturelles (perception de ces notions différentes selon les français, américains, ...)

Différences au sein d'une même culture : pas de solution universelle

Dans ses recherches et ses enquêtes : deux types de comportements extrêmes : celui qui n'a pas envie de donner et celui qui donne facilement : c'est en fonction de ce dont l'individu a conscience et à sa perception de la valeur.

Pour chaque situation, les individus évaluent les bénéfices et les comparent aux risques encourus. La question de la confiance est aussi importante : l'individu partagera ses informations si des mécanismes capables de le rassurer (garanties, etc.) sont présents.

Question du privacy paradox :

Comment créer de la confiance ? Comment en tant qu'organisation peut-on essayer de jouer sur cette valeur (perçue) ?

Qu'est ce qui fait que les individus ont tendance à dire qu'ils se méfient de la manière dont leurs données personnelles sont utilisées mais qu'en même temps ils n'hésitent pas à partager, d'où vient cette différence entre les « valeurs exprimées » et le « comportement observé » ? Qu'est-ce qui fait que l'individu va accepter de partager ses données (peu de caractères universels).

Une partie de la réponse à la question « Comment créer de la confiance ? » passe par la notion de contrôle :

Rendre la donnée sous un format plus accessible : comment on donne l'information à l'utilisateur ? sous quel format ? à quel moment ? quel degré de finesse ?

Le choix : donner à l'individu la possibilité de dire « là, j'ai envie de donner : et j'ai envie de savoir comment je peux modifier cette décision »

Notion de confiance qui intervient et philosophie de mettre données en ligne.

Insuffisance du droit pour appréhender le concept

La notion de données personnelles nécessiterait de mobiliser d'autres pans que le droit pour l'appréhender dans sa globalité. (voir les travaux de Pamela Samuelson aux Etats-Unis).

On manque de données sur les situations où le droit envisage le partage.

Exemple des lettres missives : qui est propriétaire du support, du contenu ? (cf François Gény)

On ne voit les données personnelles que sous l'angle de l'exclusion, du contrôle.

Comment faire évoluer cette vision notamment en utilisant une approche transversale (droit, sociologie, philosophie, ...) ?

Quelle serait la première étape qui nous permettrait de réinventer la notion de donnée personnelle ?

Notion de « donnée relationnelle »

Lois CADA et Informatique et Libertés (1978)

Travail qui permet de renouveler les enjeux liés à l'application de la loi.

On multiplie les lois et principes juridiques alors que les principes de la CNIL sont assez simples et existent dans leur généralité.

(ex : la données personnelle partagée et le droit d'accès : chaque individu doit avoir le droit d'accéder à toute la matière que l'organisation a créée à partir de ses données personnelles).

Propriété de la donnée

Qui est propriétaire de la donnée ? Celui qui a constitué le fichier ou le producteur de la donnée ?

Une donnée à caractère personnelle reste personnelle même si elle est publiée.

Propriété de la donnée, droit d'accès, ... sont des notions sur lesquelles la CNIL rénove ses façons de travailler : mise en place d'un budget et d'un laboratoire dédié.

Comité de prospective qui est en train de valider un bilan : rénovation de la loi de 78 qui était faite pour protéger les données face à une « élite » qui avait accès à l'informatique.

3 questions qui s'imposent à la CNIL :

- Comment est-ce que « anonymiser » la donnée ? Dans le but de la publier en open data par exemple ?

Appréhender le partage des données selon une logique de cercle : santé, vie sexuelle, opinion, ... On a, par exemple, des besoins de partager avec la sphère de la santé (notamment e-médecine).

- Identité civile → nom, prénom, identité sociale, etc.: apporter un degré de sécurité
- Aujourd'hui, quelles sont les données qui créent mon identité humaine ?

Est-ce que je ne peux pas donner à une administration la responsabilité d'être « référente » pour un type de données ? (ex : dialogue de l'administration avec d'autres organisations qui en ont besoin)

Inscrire dans la métadonnée / injecter le profil de « méta habilitation » : droit de copie, de suppression, de réhabilitation

Réseaux sociaux

Exploitation des données personnelles par le bas : ce sont les individus eux même qui envoient leurs données personnelles qui s'entrecroisent beaucoup plus facilement. → Alors que la loi informatique et liberté de 1978 apparaît dans un contexte où un très petit nombre d'individus émettent des données et où celles-ci sont traitées dans des grandes bases de données (avec notamment la mise en place de croisements)

Influence du réseau social sur la prise de décision

Recherches réalisées sur le marché du travail : étude de l'usage des réseaux sociaux dans les procédures de recrutement dans des entreprises. Les associations de DRH s'engagent à ne pas regarder les réseaux sociaux lors du choix des candidats, mais qu'en est-il en réalité ?

Aux Etats-Unis, c'est la procédure inverse : le recruteur, au moment de l'entretien d'embauche impose au candidat de se connecter sur son compte Facebook et de lui en montrer l'intégralité (pratique déconseillée par la CNIL).

L'expérience consiste à répondre à des annonces d'emploi en envoyant deux CV identiques à l'employeur à l'exception du nom. Chacun des deux faux profils dont le CV a été envoyé possède un faux compte sur un réseau social. La seule chose qui diffère entre les deux faux profils est leur origine ethnique → étude à finir mais pour l'instant la discrimination semble concrète.

Prochaine étape : lier les procédures de recrutement des entreprises à leur performance.

Les données personnelles et l'administration

Sur les données personnelles partagées : porter le développement de l'administration numérique. De nombreuses données personnelles sont collectées par l'administration.

Proposer une capitalisation de toutes ces données personnelles

Investissement dans des fonctions de pré-remplissage et de stockage des données personnelles

Passer de la dématérialisation des données personnelles entre usagers et administrations au partage des données entre administrations

Le projet Monservicepublic.fr : fonction de pré-remplissage, ...services en ligne inter-administrations et inter-acteurs.

(Ex. : le service « je change de coordonnées » qui permet de changer ses coordonnées auprès de différents types d'acteurs.)

Les données personnelles qui sont utiles pour l'obtention d'un droit : est ce qu'il est préférable de laisser l'individu les gérer lui-même (de manière facilitée) ?

Ouvre la voie à de nouveaux usages.

Par rapport à cette masse de données, est ce qu'il y a une valeur autre qu'un usage administratif ?

Autre usages : sur les données personnelles purement administratives : peut-on généraliser et aller plus loin pour faire qu'il y ait davantage d'échange afin de dispenser au maximum l'utilisateur de tâches redondantes ?

Par rapport au service je change de coordonnées :

Agrégations qui vont servir à gérer la paperasse. La frontière entre sphère publique et privée est importante car quand un acteur public collecte des données personnelles, il doit s'engager à ne pas les réutiliser à des fins commerciales : c'est le cas du dispositif du changement d'adresse.

Mais si on ne communique pas l'adresse à La Poste, est-ce vraiment utile ? Et si on le fait, n'est-ce pas une transaction commerciale ?

Quelle serait la réaction d'un citoyen par rapport aux identifiants : est-ce que des identifiants segmentés le rassureraient ou est-ce qu'il préférerait un identifiant unique (sachant que l'administration garantirait qu'il est utilisé à des fins justes) ?

Autres travaux pour soutenir le développement des administrations publiques : l'open data : Y-a-t-il des risques à ce qu'on libère ces informations

TERRAINS DE RECHERCHE ET D'EXPERIMENTATION FUTURS

La Poste

La poste propose beaucoup de services et d'offres, elle couvre l'ensemble de la chaîne de la valeur : depuis la production de l'information jusqu'à son stockage. L'information se retrouve sous forme numérique mais également sous format papier.

Exemple du service DIGIPOSTE dont l'objectif est maintenant de créer un espace numérique qui ressemblera à celui de la boîte aux lettres, il permettra de recevoir de l'information choisie et on pourra l'ouvrir à un cercle choisi → on est dans le cadre d'une information qui a beaucoup de valeur.

Home Bubble

C'est un outil en ligne pour aider le foyer à mieux gérer ses relations avec les organisations. On est dans un cadre de VRM (Vendor Relationship Management) qui correspond à une sorte d'« inverse » du CRM (Customer Relationship Management). Le service existe depuis plus de 3 ans.

Il permet la maîtrise et l'exploitation de certaines de ses informations personnelles : documents (ex : factures reçus automatiquement), détails de la consommation, rappel des échéances, ... qui étaient jusqu'à présent éparpillées. C'est le « cloud » du foyer dans le sens où il permet de centraliser toutes les données qui y sont liées.

ESPRI (Exposition de Soi, Privacy, et Réseaux d'Interaction) :

Projet de recherche pluridisciplinaire en économie, sociologie et droit financé par l'ANR (Agence Nationale de Recherche) en partenariat avec la direction de la prospective de la CNIL. Projet consacré aux problématiques des données personnelles. Dimension assez stratégique de l'exposition de soi sur les réseaux sociaux numériques et notamment Facebook.

RESSOURCES

[Jeff Jarvis](#) : La méthode Google : Que Ferait Google à votre place ?

Guides pratiques de la CNIL : exemples de mentions d'informations (clairs et pratiques)

Communication de la CNIL : « [Coffres-forts électroniques](#) » (définition et faux amis)

Session B2 - "Lien social et e-inclusion"

Un oeil dans le rétroviseur des actions dans le champ de l'e-inclusion nous montre que l'on réduit souvent les usages aux usages du numérique - au détriment des autres déterminants sociaux.

L'interdisciplinarité dans l'observation des usages devient une nécessité - voire une évidence - et ouvre la voie à de nouveaux champs de recherche.

Quelles sont les politiques publiques et intervention sociales pertinentes dans le champ de l'e-inclusion - et quelle peut-être la contribution de la recherche à leur définition et leur animation ?

Intervenants

- Fabien Labarthe (Télécom ParisTech)
- Margot Beauchamps (Université Paris 1 - UMR Géographie-Cités)
- Marianne Trainoir (Université de Rennes 2-M@rsouin)
- Julien Bastide (Fédération des Centres Sociaux)
- Serge Nedelec (CG-SIV)
- Marie-Hélène Féron (La Fonderie)



INTERVENTIONS LIMINAIRES

Marianne Trainoir, Marsouin, groupe de recherche sur l'e-inclusion.

Marianne Trainoir est doctorante en sciences de l'éducation à l'Université de Rennes 2 / Laboratoire CREAD. Elle est notamment co-auteur de l'ouvrage "Pour en finir avec la fracture numérique" (2011). Selon elle, 3 pistes de recherche principales pourraient faire l'objet d'approfondissement.

> La dimension symbolique des technologies :

M@rsouin définit les usages comme un "ensemble de pratiques socialisées", intégrant une nouvelle norme symbolique. Derrière l'usage des technologies, se trouve une revendication identitaire forte. On observe par exemple des personnes se promenant dans la rue avec des téléphones portables ... inopérants ! Parfois, ces individus récupèrent même des téléphones "factices" (de faux téléphones, appelés "fétiches" en anthropologie), ce qui peut être un moyen de mettre à distance la figure du clochard...

> La puissance normative des usages

La représentation sociale désigne les images de la réalité qui sont partagées par toutes les personnes d'une société. Positives ou négatives, ces représentations dépendent de l'image première qu'on se fait des technologies. Elles vont évoluer à travers nos expériences pratiques avec les machines, à la fois dans la dimension cognitive et instrumentale de la rationalité et de la manipulation, mais aussi dans la dimension psychique à travers les émotions éprouvées.

Des observations montrent que posséder un téléphone peut très bien être perçu comme "avoir la télé" et ainsi, "posséder un chez soi" ! D'où le décalage avec certaines visions de l'insertion : un individu "non-conforme" c'est-à-dire celui qui s'éloigne des représentations que les pouvoirs publics ont d'une personne "insérée" restera "exclu", indépendamment de l'image que la personne a de sa propre situation...

Des sociologues comme Fabien Granjon soulignent également cette demande de reconnaissance par les technologies (dimension affective importante, accès au droit, respect de soi, reconnaissance sociale...)



> le non-usage n'est pas un concept opératoire

Contrairement à ce qu'on peut penser, avoir une posture de non-usage est déjà une manière d'avoir un usage ! Le "non usage" est de plus doté d'une connotation négative : l'angle de la "participation" semble bien plus prometteur. Dans l'ensemble, il faut garder en tête que l'observation des usages a plus trait avec ce que font les gens avec les TIC mais plutôt sur ce que ces pratiques nous apprennent des phénomènes sociaux.

Serge Nedelec, comité interministériel de la ville

Les politiques d'e-inclusion pour les populations des quartiers de politiques de la ville est une évidence. Mais on souffre du manque de travaux sur la question, notamment d'études pointant "l'évaluation de la fracture numérique traitée par l'ANRU", particulièrement sur les critères qualitatifs – au-delà des critères d'équipement, de débit, La question de la fracture numérique est comparable à celle du bac (80% de la population) : ceux qui n'ont pas accès sont vraiment exclus.

Autre besoin pointé : celui de capitaliser sur les (très nombreux) projets dont on a pas de nouvelles par la suite. Que deviennent-ils dans la durée ? Que produisent la multitude de projets "TIC & Habitat social en terme de mieux vivre ensemble, sur la durée ?

C'est le cas de projets comme Ordi 2.0 : il est difficile de convaincre de son utilité sociale... Disposer de tels retours aiderait les décideurs à comprendre, et dégager des fonds – même s'il est difficile aujourd'hui de faire financer des projets dans la durée.

Sur le fond, on se heurte à des décalages de temps : les projets dans le cadre de la politique de la ville ont besoin de temps long pour se développer, alors que les projets numériques demandent des résultats de recherche très rapides.

Margot Beauchamps, Université Paris 1 - UMR Géographie-Cités

Margot Beauchamps a travaillé sur les inégalités d'accès aux ressources d'Internet dans les quartiers en politique de la ville à Saint-Etienne : un doté de beaucoup de ressources urbaines, et l'autre sans. L'observation des modalités d'accès aux ressources sociales (par la mobilité et la télécommunication) dans ces deux quartiers populaires de l'agglomération (comparables socialement mais très différents quant à leur situation urbaine) révèle que l'utilisation d'internet ne constitue pas un substitut à la mobilité ou au déficit d'urbanité.

Une des questions qui s'est posée d'emblée est celle de l'accès aux ressources urbaines : est-ce que le fait d'habiter et d'accéder aux technologies dans un quartier périphérique facilite l'accès aux ressources urbaines ? En fait non (aussi car pas de e-substituabilité). Pour des personnes handicapées, ou femme au foyer, internet se traduit en accomplissement de bien-être.

L'entrée par l'usage ou le non-usage des technologies n'est pas suffisante pour expliquer la précarité ou les inégalités. Même si le non-usage des technologies peut être un facteur discriminant supplémentaire, la qualité de l'environnement urbain (l'accès aux services) l'est tout autant voire plus. D'où la nécessité de développer des approches territoriales avant tout. La valeur d'usages d'Internet s'éprouve aussi dans la disparité des contextes territoriaux : la géographie sociale est, pour ainsi dire plus, forte.

En cela il est indispensable de mixer les approches culturelles, sociales, technologiques. Les politiques publiques doivent se garder de faire peser sur les

personnes en difficulté une injonction à l'usage d'Internet qui pourrait être tout à fait contre-productive. En un sens, privilégier le "mieux" et non pas le "plus".

Marie-Hélène Féron, La Fonderie IDF

En 10-15 ans, on note beaucoup d'évolutions : on étudiait l'accès, maintenant on étudie l'usage. On se concentre sur des publics très particuliers (personnes âgées, SDF, etc.) mais la question de la stigmatisation des publics demeure : comment avoir des solutions qui ne soient pas stigmatisantes, mais qui permettent de faire monter la marche à tout le monde ?

En second lieu, la place des "intermédiaires" (entre personnes en difficulté sociale et les médiateurs numériques) doit elle aussi être reposée. Ces intermédiaires ont souvent eux-mêmes une faible culture du numérique, une faible maîtrise des enjeux du numérique en terme de capacités d'"empowerment". Ils ne s'emparent pas toujours des solutions proposées, car sont souvent eux-mêmes "décalés" et peuvent être des "transmetteurs négatifs".

L'appel à "e-inclusion" de l'Ile-de-France incluait cette dimension "intermédiaire" : comment le projet doit-il être pensé pour que les intermédiaires soient impliqués ?

Enfin, la place des chercheurs dans les projets doit aussi être re-questionnée. Souvent, leurs travaux ne sont pas pris en compte dans les politiques et projets futurs. Ne doivent-ils pas, au-delà de leurs compétences recherche, mieux accompagner les décideurs pour s'approprier leurs résultats ?

Fabien Labarthe, Telecom ParisTech

Fabien Labarthe a conduit une étude longitudinale autour de La Friche Belle de Mai à Marseille, lieu culturel marseillais situé dans un quartier populaire. L'observation a porté sur la manière dont la structure a pris en compte un public populaire qui venait déstabiliser le dispositif et les artistes en présence. Les formes de non-gestion du lieu a abouti à des formes de laisser-faire, et donc autorisé leur entrée et leur appropriation.

Les observations ont montré des formes de montée en compétences dans le collectif. : pratiques du hacking et du carding (détourner des cartes de décodeurs) et crée le développement d'une économie informelle.

Ces interactions ont initié des liens avec les artistes, et les jeunes sont devenus les geeks des artistes, voire même sont devenus partie prenante d'œuvres. Ils ont ainsi développé leur propre compétence, en montant par exemple une sorte de WebTV.

Ces trajectoires (re-)posent la question de la mise à disposition des ressources numériques aux espaces de la culture, c'est à dire d'un accès à la professionnalisation. Les jeunes souhaitent ensuite avoir des gratifications de compétences, pointant du doigt les manques derrière les dispositifs d'accompagnement de la professionnalisation. Les "nouveaux lieux" de type Fab Labs pourraient-ils remplir les chaînons manquants vers la professionnalisation, et assurer la reconversion de compétences informelles acquises dans le cadre d'une sphère d'activité comme celle-là ?

Julien Bastide, Fédération des centres sociaux

Aujourd'hui, on compte environ 1200 centres sociaux, ainsi que des Fédérations locales. Les centres sociaux sont portés par des associations qui ont pour objet de stimuler la participation des habitants : ils doivent être des foyers d'initiatives locales, ascendantes. Les habitants peuvent s'impliquer et proposer des activités collectives : culturelles, sportives, éducatives, d'inclusion sociale.

400 centres ont un "EPN" (au sens générique du terme), c'est à dire un espace multimédia accueillant une très grande hétérogénéité d'accès public.

Philippe Cazeneuve définit 2 grandes fonctions de ces lieux d'accès publics : une fonction d'outils de développement du réseau, et de coopération et des outils support d'animation. Il distingue également 3 grandes "familles d'usage" :

- L'EPN formation qui rencontre encore des demandes massives
- L'EPN support aux autres activités du centre social
- L'EPN de projets : lieux ressources pour des projets d'habitants comme le Wiki de Thionville en Moselle qui vise à développer l'expression des habitants.

On note un très faible niveau des animateurs dans ces espaces, qui n'ont pas ou peu de formation, à la fois en termes technique et de médiation.

L'Union des centres sociaux en Poitou-Charentes a mené une étude sur les usages numériques des animateurs. Elle y pointe une véritable antinomie entre le numérique et le lien social, ainsi qu'une méfiance vis-à-vis des réseaux sociaux, jeux vidéos....

Dans l'ensemble, le numérique devrait être un facilitateur du cœur de métier des centres sociaux. La culture du numérique et celle des centres sociaux ont en tout cas de nombreux points communs : une philosophie de « l'empowerment », des initiatives ascendantes, de la participation citoyenne, de l'auto-organisation, des réseaux en étoile, de la rencontre et du lien social au service de la prise de parole, de la prise de décision.. Pourtant le constat qui s'impose est celui d'une non-coïncidence entre les pratiques en ligne de participation (web2.) et les lieux physiques (centres sociaux).

La Fédération des Centres Sociaux tiendra en octobre prochain un congrès important, où la question des usages du numérique sera débattue. Ce pourrait être l'occasion de montrer l'importance de l'e-inclusion.

PISTES POUR LA RECHERCHE

Observation des usages

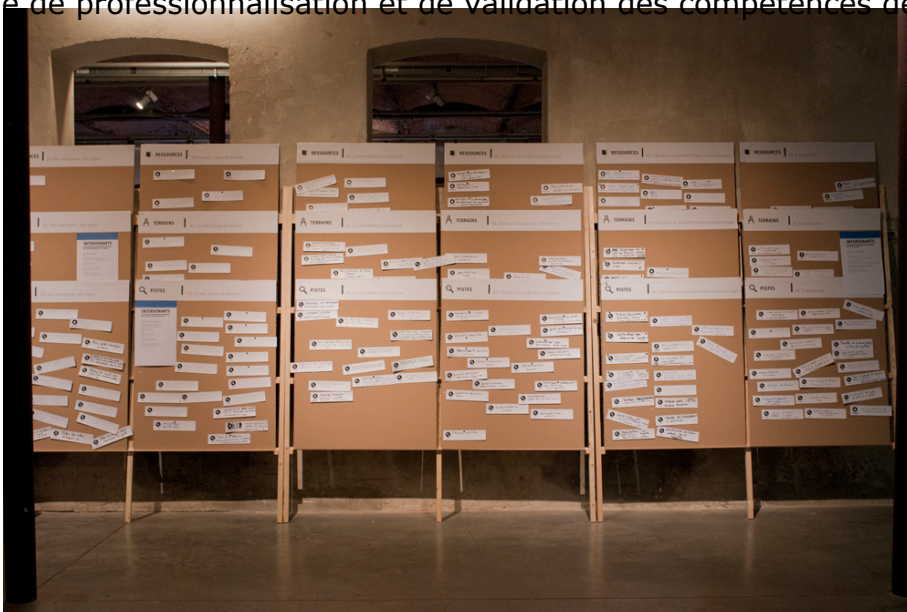
- Privilégier l'angle de la participation plutôt que du non-usage
- Comment mettre le numérique au service de la participation ?
- Revendications identitaires et aspects symboliques des usages des technologies
- Revoir les indicateurs numériques : le "mieux" plutôt que le "plus"
- L'internet rend-il heureux (articulation entre liens sociaux et liens sociaux numériques) ?
- Inclure la demande de reconnaissance sociale dans l'usage des TIC
- Regarder les parcours migratoires
- Besoin de "slow science"... (mais qui pourrait la financer ?)
- Compétence vs représentation du savoir, de la connaissance...

Politiques publiques de l'e-inclusion

- Manque flagrant de recherche dans les politiques de la ville numériques
- L'évaluation de l'utilité sociale des pratiques, pour mieux convaincre les décideurs
- Généraliser les PICRI : Partenariats Institutions Citoyens pour la Recherche et l'Innovation
- Utilité sociale ou transformation sociale ?
- Mieux armer les "intermédiaires" (ex : travailleurs sociaux) pour comprendre les enjeux du numérique

Nouvelles fonctions des lieux

Les nouveaux lieux d'innovation (de type Fab Labs) comme réponse à la demande de professionnalisation et de validation des compétences des publics ?



L'évaluation des politiques publiques dans la durée

- Que deviennent les projets dans la durée ? (Habitat social, insertion sociale et économique, mieux vivre...)
- Besoin de recherche sur les usages du numériques dans des milieux très contraints (prison, hôpital psychiatrique, centres éducatifs fermés; institutions spécialisées...)
- Quartiers d'habitat social : produire des monographies des quartiers et en parallèle, que produisent les projets ?
- Certains des projets retenus dans l'Appel à projets e-inclusion de la Région Ile-de-France (contact : La Fonderie)
- Les dossiers de ces appels à projets
- La Fédération des centres sociaux ou les fédérations locales, comme "intermédiaire"
- Comment mieux présenter les résultats de recherche aux décideurs ?
- Les proto-usages et low uses
- Les corps intermédiaires en lien avec le "côté obscur" des makers, hackers, ...
- Développement d'un dispositif de géolocalisation des "trucs chouettes" de la ville par Les petits débrouillards. Mise en visibilité des espaces occupés par les jeunes qui ne sont pas les lieux prêtés par la ville.

Ouvrages et travaux

- En finir avec la fracture numérique, Mickaël Le Mentec, Marianne Trainoir, Pascal Plantard (2011)
- Communiquer à l'ère numérique, regards croisés sur la sociologie des usages, Fabien Granjon et Julie Denouel (2011)
- Interview de Julie Denouel dans InternetActu : <http://www.internetactu.net/2011/06/15/julie-denouel-et-fabien-granjon-les-usages-en-question/>
- N. Boucher Petrovitch, thèse "Education populaire et internet" (2008)
- En quoi les acteurs de la politique de la ville sont-ils concernés par la lutte contre l'exclusion numérique ? (2010) - Margot Beauchamps, Annabelle Boutet, Eric Lamoulen
- Boutet A., Tremembert J., 2008, Identifier les non-usagers et mieux comprendre les situations de non-usages, enquête participative à Kérourien (Brest), http://www.marsouin.org/article.php3?id_article=232.
- Proulx S., 2002, "Trajectoire d'usages des technologies de communication : les formes d'appropriation d'une culture numérique comme enjeu d'une société de savoir", Annales des télécommunications, 57, n°3- 4, pp.180-189, Paris.
- L'internet rend-il les gens heureux ? T. Penard, N. Poussing, R. Suire <http://www.marsouin.org/spip.php?article431>

Etudes

- La démocratie locale et la participation des habitants – Avis du Conseil National des Villes
- Etude sur les usages et la perception du numérique dans les Centres Sociaux de Poitou Charentes
- Etude (NB : contre-productive) de la fracture numérique de l'ANRU (Sofres Etude, 2009)
- Etude de l'observation des modalités d'accès aux ressources sociales à St Etienne – Margot Beauchamps
- Avis "La démocratie locale et la participation des habitants" du Conseil national des Villes
- Boutet A., Drogue C., 2009, Etude sur les usages et les non-usages d'Internet dans le quartier de Kerourien (Brest), Marsouin, Comité Interministériel des Villes, 77 p.
- CDC, 2009, Etude Caisse des dépôts sur "L'évaluation de la fracture numérique dans les territoires sensibles traités par l'ANRU", Enquête IPSOS 2008.
- CREDOC, 2009, La diffusion des technologies de l'information et de la communication dans la société française, http://www.arcep.fr/uploads/tx_gspublication/etude-credoc-2009-111209.pdf

- CREDOC, 2005, La diffusion des technologies de l'information et de la communication dans la société française, http://www.arcep.fr/uploads/tx_gspublication/et-credoc2005.pdf

Appels à projets

- Appels à projets régionaux de type appropriation sociale des sciences
- Appels à projets PICRI Partenariats Institutions Citoyens pour la Recherche et l'Innovation mixant chercheurs-acteurs



Session A3 - "Le web, champ de données"

Le web comme "terrain de jeu" a fait largement ses preuves en tant que champ d'innovation, sans en avoir épuisé les promesses.

Fouille de données, « big data » et « small data », data-visualisation, Open Data, Web sémantique, ontologies et ontologie du web, identités numériques... Le web est aussi un vivier de Recherche à la croisée des STIC et de multiples disciplines de Sciences Humaines - générant même de nouvelles disciplines ("Websciences").

Quels défis la Recherche aura t-elle à relever autour de ces champs ces prochaines années ? Quelles disciplines sous représentées ou sous-exploitées pourraient vouloir s'inviter ?

Intervenants

- Thomas Saint-Aubin
- Alexandre Monnin (Paris 1/ IRI Centre Pompidou)
- Dor Garbash (CRI)
- Stéphane Raux (Linkfluence)

PISTES POUR LA RECHERCHE

La sémantisation

- Comment classifier le web? → Articulation entre coproduction/contribution et sémantisation ?
- Comment « sémantiser » des données par le plus grand nombre ? Pourquoi les wikis sémantiques n'ont jamais marchés ?
- Le web sémantique c'est une seule API, c'est une simplification énorme par rapport aux autres comme le web 2.0
- Comment passer du web 1.0 au web 3.0 = web sémantique
- Articuler les contributions et la sémantisation, web social et web sémantique
- Connecter les to-do list, les désics, les manques de savoir, etc.
- Cartographier les réutilisations d'Open Data
- Savoir repérer les informations qui sont les plus partagées au sein de la communauté
- Réutilisation des données, suivi et contrôles
- Etablir des photographies entre recherches, questionnements, personnes, nuances. Quel est l'état de l'art ?
- Comment évaluer correctement la réutilisation des données ? → Cartographie des usages ?
- On a besoin de savoir quelles données faut il libérer en priorité
- Les données et connaissances à l'époque créatrice de valeur et encore créatrice de valeur, sont en réalité accessibles (ex : les cours de Havard en ligne)
- La représentation de la connaissance est un sujet mis de côté
- L'open-data culturel ? Pourquoi ? (Industrie Française et bon terreau)
- Comment représenter ce qui n'est pas connu et pas ce qui l'est déjà ?
- Comment qualifier la donnée des administrations. Comment l'améliorer en interne ?

L'échantillonnage

- La question de la délimitation d'un terrain d'étude.
- Quand on veut travailler sur le web il faut savoir échantillonner. Donc avoir quelque chose de comparable. Etre capable de produire des échantillons sur différents terrains pour pouvoir comparer
- Comment échantillonner ? (comparer, mesurer, etc.)
- Comment industrialiser le traitement des données du web ? Les développeurs, on a des techniques qui se sont démocratisées. Il s'agit de sauvegarder des données, de les rendre disponibles. Et il faut être capable de pouvoir industrialiser nos processus d'échantillonnage

Besoins et questionnements

- Encourager les institutionnels à contribuer sur Wikipédia simplifier la contribution et l'affichage des infos
- Cartographie de la réutilisation : quels sont les manques de l'administration, comment repenser l'action publique en matière de données ?
- Trouver des patterns dans les jeux de données eux-mêmes (design patterns)
- Besoin de bénéfice immédiat, de rétribution, lorsque les internautes contribuent
- La fiabilité et la durabilité des données, ce sont des questions qui se posent. Que faire des données obsolètes ? à partir de quand ou de quoi le deviennent-elles ?
- Doit-on « libérer » le processus de production de la donnée ?
- Qu'est ce qui crée la notoriété d'une instance comme Wikipédia ? Qu'est ce qui fait que l'on s'accorde tous à en faire une référence ?
- Qui va être capable d'agrèger l'ensemble des données existantes ?
- Qui va faire ce travail d'agrégation des communautés d'intérêts ?
- Quels sont les API, les usages effectués avec les données disponibles ?

Autres pistes

- De multiples facteurs sont à prendre en considération dans l'étude des données disponibles sur le web : provenance, suivi, confiance, foi en des données, fiabilité, durabilité, etc.
- Learning Analytics (quantified-self)

Des acteurs

- Linkfluence : Il s'agit d'une communauté d'intérêt qui est devenu une entreprise. Leur problématique : Comment les gens se regroupent, comment les groupes se constituent ?
- Wikipedia, DBpedia et tous les autres projets qui visent une disposition totale à l'ensemble des internautes à travers un mode collaboratif

Contraintes

- Problème d'appropriation de la participation, les gens ont peur de contribuer
- Pour faire des articles il faut connaître un rayon de technicité élevé
- Wikipedia a tué les wikis
- Aujourd'hui ce qui est compliqué, c'est que dans [l'etalab](#), on ne sait pas encore interroger les API et les flux de données, c'est problématique
- Aujourd'hui on a beaucoup de mal à cartographier nos données
- Il est difficile de cibler les données qui vont nous permettre d'entrer dans une nouvelle époque ne sont pas libérées
- La provenance des informations n'est pas garantie par l'institution dans les wikis Il y a aussi une question de la confiance dans les technologies
- Wiki sémantique ne marche pas encore
- Problème de la gouvernance sur la qualité des données, sur la centralisation des données

- Wikipédia pas assez étudié par les sociologues, historiens, théories des organisations, théories de la gouvernance, etc.

TERRAINS DE RECHERCHE ET D'EXPERIMENTATION FUTURS

[SemanticPedia](#) : Sémantisation du Wikitionnaire, de wiki Commons, etc.

Enjeu de la langue française (travail avec la délégation à la langue française et aux langues de France – DGLFLF – du Ministère de la Culture)

[Dataconnexions](#), a vocation à rassembler au sein d'une même communauté, d'une part les porteurs de projet, et d'autre part les acteurs de l'innovation Dataconnexions parmi lesquels se trouvent des grandes entreprises, des pôles de compétitivité, des établissements d'enseignement supérieur, des centres de recherche, des organismes de soutien à l'innovation et des institutions financières ; tous intéressés au développement des projets candidats au concours

[DBpedia](#), est un projet communautaire d'exploration et d'extraction automatiques de données à partir de Wikipédia pour en proposer une version structurée, accessible aux internautes ou aux "robots du web", via internet, à partir de requêtes éventuellement complexes, et intégrée dans le « web sémantique »

[Wikidata](#), vise à structurer les informations disponibles, les clarifier et les repropose à l'ensemble des internautes. Il a pour objectif de créer une base libre de connaissances sur le monde qui puisse être lue et éditée aussi bien par des humains que par des machines

Cours universitaires en ligne / [Canal U](#)

S'intéresser à la confiance ou croyance dans les données

[Linked Open Data](#) crowdsourcée

Investir le champ culturel (Open Data culturel)

Collectivités locales => Paris Sémantique (sur la bonne solution)

Le web ! l'API, c'est le web !

la donnée : usant les services (Rennes)

Open data est un passage pour arriver au « linkdata »

RESSOURCES

- Répondre à l'intérêt du Ministère de la Culture pour ces questions (projets HDA-Bo, lab et SémanticPedia sont financés sur le MCC)
- Licences « design your privacy » (<http://www.patrimoineimmateriel.net>)
- Se servir d'outils comme [Google knowledge graph](#)
- Expertise dans le domaine du web de données en France en liens avec le [W3C](#) qui promeut la compatibilité de toutes les technologies du web
- Travail sur les métadonnées juridiques
- Web 1.0 → ressource qui reste la plus universellement disponible. On peut toujours analyser les pages HTML écrites pour les humains
- Sans la question et la motivation tout cet accès n'est pas utile
- La création de valeur est dans le croisement des données



Session B3 - "Ville intelligente, ville légère"

Et si l'innovation ascendante et décentralisée était effectivement au cœur de la ville durable...

La promesse révèle excitation et incertitudes : que devient le rôle de l'aménageur, du transporteur, de l'usager, des collectifs ? Cette vision de la ville peut-elle (vraiment) s'adresser au plus grand nombre ? Les modèles d'affaire seront-ils aussi radicalement différents que l'on veut bien l'entendre ?

Et plus largement : quelles sont les grandes incertitudes et pistes exploratoires à proposer à la Recherche ces prochaines années sur la "ville légère" ?

Intervenants

- Boris Beaude - EPFM
- Margot Beauchamp - Assistante de recherche sur la chaire Immobilier et Dvlpt Durable De l'ESSEC
- Sarah Emmerich - Ville Paris / Paris Métropole
- Carlos Moreno - INEO / GDF Suez
- Cédric Verpeaux - CDC - Ville Durable et investissements d'avenir

PISTES POUR LA RECHERCHE

La ville intelligente

- Ville numérique et résilience : Quelle résilience du dispositif s'il est construit sur un seul « moyen » ?
- Vulnérabilité d'un système de gestion urbain intégré
- Comment donner des capacités de transformation plutôt que d'optimisation de la ville ?
- Comment faire en sorte que la ville numérique ne soit pas que data-optimisation-capteurs ? Comment y permettre la sérendipité, la rencontre, le collectif ?

La ville ouverte

- Comment inciter les acteurs de la ville numérique que sont les citoyens à construire la ville intelligente ? Pour tester des applications, pour en créer, pour crowdsourcer de nouveaux services, ensuite structurés par la ville, etc. ?
- Aller vers un Open City Protocole, comme l'Internet à ses origines ? Pour rapprocher la ville des usages, pour permettre le développement de nouveaux services...
- Comment la ville peut-elle développer des protocoles pour que le citoyen « écoute la ville » ?
- Quelles médiations dans la smartcity ? Plus on va avoir de services numériques et personnels, plus on aura besoin de la médiation, la transparence seule ne suffit pas.
- Avoir des Smart Citizens plus qu'une smart city ; il faut « Restituer l'intelligence sociale dans la ville ».
- Des indicateurs de constitution de la ville (des indicateurs de qualité/performance pour que cela crée de la cohésion, pour pouvoir donner naissance à des services)
- La ville légère comme un « app store » très ouvert : il faut absolument qu'il y ait des personnes qui fassent des services, sans quoi les industriels ne peuvent rien faire.
- Quid de la participation des citoyens dans la ville et de la majorité silencieuse, alors qu'on parle de « co-production » de la ville ?

Les données urbaines

- L'internet des objets produira des données massives ; comment ce maillage transforme-t-il nos services ?
- Quelle gouvernance des données sur un territoire ?
- Comment donner du sens à toutes ces données qui se multiplient dans la ville, à quoi cela sert, qu'est-ce qu'on en fait ?
- Les traces numériques liées au corps

Internet et temporalités

- Internet contracte l'espace ; il y a du temps réel et plus d'espace
- Interface / co-spatialité / emboîtement - Questions d'interspatialité / comment on peut avoir une relation entre ces espaces ?

Les usages

- L'immersion en 3D pourrait-elle donner des voies pour concevoir de nouveaux usages en ville ?
- Comment penser la ville numérique pour les populations non équipées en smartphones et autres ? Quels écueils éviter ?
- Pratiques numériques individuelles VS urbain, public – Comment la ville peut-elle accompagner ces pratiques dont les modalités ne sont pas spécialement prévues pour la ville ? Est-ce qu'il n'y a pas de risque de développer des coûts collectifs importants pour des résultats finalement pas appropriés ?

Ville et connexion

- Des villes numériques mais à la connexion très faible – comment aller au-delà de cette connexion faible ?
- Pourquoi la ville n'est pas un lieu entièrement connecté ? la ville a-t-elle vocation à être opérateur de service téléphonique ?
- Objets connectés « immobiles » VS tout dans le smartphone mobile et personnel ?
- Des conflits d'usages à venir en matière de connexion

Le mobilier urbain

- Un mobilier urbain émettant des informations contextuelles sur la ville
- Mobilier urbain vs smartphones / immobiles vs mobiles / commun vs individuel
- Se servir du mobilier urbain pour faire remonter de l'information et pour améliorer les services urbains ?
- Mobilier urbain : jalonnement dynamique piéton vers les services publics
- Le mobilier urbain est un objet dépassé d'avance, mais la ville ne sait pas gérer ça aujourd'hui et en fait sa médiation la plus évidente. Quelles interfaces, quelle ergonomie penser ?
- Polyvalence des espaces et des objets, multi-fonctions (places de stationnement, trottoirs, abribus)

Caractéristiques des villes

- Tailles des villes et besoins différents : adapter les solutions à chaque territoire, chaque écosystème
- Est-ce qu'il y aurait des possibilités de mutualisation de solutions pour plusieurs communes de petite taille ?
- Comment rendre le modèle des villes adaptatives, pour que la ville ne soit pas prisonnière de la technologie ? (« Taxonomie » de la ville)

Gouvernance

- Comment mener plus intelligemment les partenariats acteurs publics locaux/acteurs privés, quelle gouvernance pour la smartcity ?
- Comment gérer la privatisation des espaces ?
- La complexité de la ville doit animer tous les acteurs
- La « smart city » doit mener à se reposer les questions de stratégie dans la ville. Quels sont mes objectifs et comment je les atteins ?
- Dans un contexte de ressources limitées (fonctionnelles, spatiales, énergétiques), comment collecter un certain nombre d'informations et les

faire circuler entre plusieurs types d'acteurs pour optimiser l'utilisation des ressources ?

Autres sujets :

- Comment aborder la question de la mobilité multimodale, comment faire pour que les gens cherchent de l'information multimodale et non plus sur un seul mode ?
- Est-ce qu'il faut aller vers des plate-formes de mobilité plutôt que des services de multimodalité ?
- Passer à une économie de la fonctionnalité, où la valeur sera de moins en moins créée par la vente de produits, mais de plus en plus par leur usage

TERRAINS DE RECHERCHE ET D'EXPERIMENTATION FUTURS

- Barcelone, quartier fonctionnant via une économie circulaire, chauffé et refroidi grâce à l'incinération de déchets, au creusement de tunnels et à la mer
- Appel à projet [Mobilier intelligent de Paris](#) - Trouver un mobilier métropolitain identifiant la métropole.
- Le mobilier comme lieu de services numériques, balise
- Réseau de télé-centres développés avec la [Caisse des Dépôts et des Consignations](#) : quelles seront les externalités positives de ce genre de centre ?

RESSOURCES

- [Adam Greenfield](#) (risque de mauvais design numérique / ergonomie)
- [GDF / INEO](#) : exemple de plate-forme d'hypervision des risques
- « Livre Blanc à l'usage des territoires pour la prévention des risques »

Session A4 - "Culture-Médias et Numérique"

L'accès aux biens et services culturels et les usages qui en découlent ont pris une part motrice dans les stratégies d'innovation, entraînant une modification générale du rapport à la culture et à la communication. Si certains aspects de ces transformations profondes sont plutôt bien documentés (évolutions des modèles économiques, basculement de la possession à l'usage, arrivée de nouveaux acteurs et ré-intermédiation...), d'autres sont beaucoup plus incertains (rapport à la création, trajectoires d'appropriation, équilibres autour de la propriété intellectuelle...).

Que nous apprend la recherche sur les jeux d'acteurs, les droits associés aux œuvres ou encore la relation des publics aux œuvres ? Sur quels champs la recherche et la prospective devront-elle porter leurs efforts dans les années à venir ?

Intervention liminaire de Barbara Fontar, Université de Rennes 2

Barbara Fontar est Maître de conférences en sciences de l'éducation à l'Université de Rennes 2 / Laboratoire CREAD. Elle est notamment co-auteur de l'étude "les jeunes et internet, de quoi avons-nous peur ?" (2010) qui s'intéresse aux représentations que se forgent les adolescents et leurs parents de l'internet, ainsi qu'aux usages.

C'est à partir de cette étude, et plus globalement de ses travaux sur le sujet, que la chercheuse a d'abord partagé 3 résultats contre-intuitifs issus de ses travaux.

1- Le fantasme des "Digital Natives"

Si les jeunes d'aujourd'hui, que certains nomment les "Digitals Natives", ont grandi avec Internet, cette pratique ne leur est pourtant pas innée : Internet a été l'objet d'un apprentissage prodigué par l'école, la famille, les amis, les médias, l'expérience personnelle...

Leurs compétences sont assez largement surestimées, et pas du tout innées : faibles compétences techniques faibles, méconnaissance des mécanismes d'attaque et de sécurité (bug, spam...), une vague aucune idée de ce que sont les modèles économiques des services qu'ils utilisent... Plus ils vieillissent, plus ils se rendent compte qu'ils sont des "cibles marketing". Plus globalement, on note que l'âge contribue à façonner l'esprit critique des jeunes : plus ils vieillissent, plus ils se montrent critiques à son encontre.

La prégnance de cette idée des Digital Natives construit un fossé : elle oublie le rôle de médiation des parents, grands parents, fratrie, copains... et met à la marge de rôle d'apprentissage via la famille. Les enfants et les adolescents sont, jusqu'au lycée, bien encadrés dans leur pratique du web.

2- Addiction et repli sur soi

Le risque du repli sur soi causé par le jeu vidéo, souvent mis en avant par les parents, est une autre "grosse" incompréhension autour des usages et confond la cause et la conséquence. C'est parce qu'ils éprouvent le besoin de se replier sur eux-mêmes que les jeunes sont conduits à jouer de manière excessive – et pas l'inverse ! Il faut s'interroger sur les raisons qui les poussent à de tels comportements (séparation de leurs parents, décès, maltraitance scolaire...), à trouver dans le jeu un tel refuge.

Pour beaucoup de chercheurs comme Serge Tisseron, les addictions ne relèvent pas de la médecine, mais de l'encadrement du temps d'écran. Ces attitudes de repli sur soi passent le plus souvent avec le temps.

3- Regarder les usages d'hier avant de regarder ceux d'aujourd'hui

L'Histoire est un puissant outil de prospective... L'enquête pointe qu'Internet prolonge les pratiques des jeunes et permet d'assouvir leurs intérêts – sans doute plus aisément que par d'autres moyens –, mais n'en crée pas de nouveaux. En d'autres termes, les comportements des jeunes sur Internet préexistaient à Internet.

Egalement : un nouveau média n'en chasse pas un autre et ne s'y substitue pas.

PISTES POUR LA RECHERCHE

L'avenir des médias

- Quels sont les effets des nouveaux modes de narration par rapport aux buts recherchés initialement ? Il y a besoin d'une recherche-expérimentation (sous forme d'atelier ?) qui permettrait de disposer de connaissance objectivée.
ex : expériences de live sur Le Monde, le podcast, datajournalisme, serious game...
- "Tout le monde parle mais on ne sait pas qui écoute" : comment sortir de l'invisibilité de la parole qui est paradoxalement libérée ?
- "L'auteur comme créateur est-il une illusion ?" : comment prendre en compte les évolutions du statut de l'auteur ? Comment formaliser ça, au-delà des licences libres ?
- Comment appréhender le passage de la culture médiatique vers la culture numérique ?
- Mieux connaître l'interactivité dans les pratiques d'écritures à plusieurs
- Les curateurs sont-ils les médias de demain ?

Education, médiation et numérique

- Poursuivre le travail sur la surestimation des compétences appliqué aux plus jeunes : quelles politiques d'éducation dès le primaire ?
- Besoin de faire le lien entre les professionnels et les enseignants pour suivre l'évolution des compétences et des métiers.

- Comment le numérique peut-il enrichir le rôle de la médiation humaine sans se substituer aux professeurs ou conférenciers ?
- Comment éduquer dans un monde changeant toujours plus vite ?
- Quels liens entre nature de l'expérience numérique et acquisitions de connaissances ?
- L'"effet génération" se vérifie-t-il pour les pratiques numériques (nécessité d'observations longitudinales d'une même cohorte d'individus) ?
- Mieux comprendre les rapports entre culture numérique et système éducatif

Le droit comme levier plutôt que comme contrainte

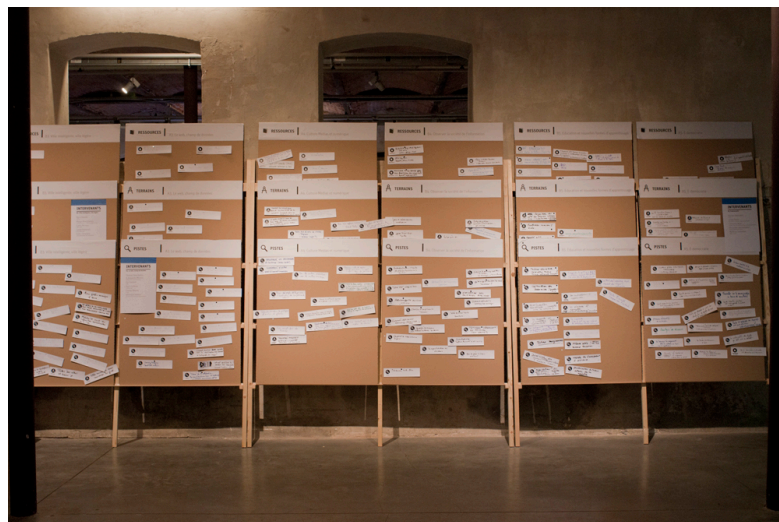
- Que nous apprennent les usages faits des licences sur les pratiques ?
- Nouveau projet, quelle licence, comment la choisir parmi les myriades existantes et documentées ?

Biens communs d'aujourd'hui et d'hier

- Que nous apprend l'histoire des "biens communs" pour éclairer la résurgence des biens communs aujourd'hui ?
- Quel est l'impact d'une culture "bien commun" sur le développement personnel, la créativité, l'innovation ?
- Quel devenir du statut d'auteur ? Et du statut des professionnels des médias et de la Culture ?

Economie de la culture et des médias

- Dans un contexte d'hyper-segmentation culturelle, la culture produit-elle toujours du lien social ?
- Quelles seraient les modalités de développement des biens communs dans le domaine de la Culture ?
- Comment mieux comprendre et anticiper la transition possession-usage actuelle ? Quels sont les risques et opportunités (dans et en dehors du champ culturel) ? Décrire les conditions (infrastructurelles, économiques, juridiques, techniques...) nécessaires à l'accélération de la transition ?
- Quels sont les imaginaires autour de "l'âge de l'accès", et comment se déclinent-ils en usages, pratiques, nouvelles sociabilités... ?



TERRAINS DE RECHERCHE ET D'EXPERIMENTATION FUTURS

- Sur quelles modalités peut-on, doit-on nouer des liens avec les écoles et les incubateurs : faire du visiteur/chercheur le premier testeur et contributeur ?
- Master droit des NTIC de l'Université Versailles Saint Quentin, des ressources (stagiaires, mémoires)
- La "fin des espaces immersifs" : et si ces espaces servaient à autre chose ?
- La place du visiteur, la coproduction des œuvres (assez neuf en France, et les quelques initiatives ne sont pas valorisées) : le Grand Palais-RMN comme terrain d'expérimentation ?
- Besoin d'équipes interdisciplinaires pour travailler sur les Biens Communs, les communautés
- Un ANR en cours sur les données personnelles sur les accès mobiles (recherche de terrain)
- Recherche projets, expériences, modèles sur l' "économie de l'accès" pour un travail à venir de la Fing ("Posséder, c'est dépassé" : <http://fing.org/?Posseder-c-est-depasse>)
- Besoin d'accéder à des types d'établissement pour rentrer dans un dialogue et pouvoir faire de l'expérimentation

RESSOURCES

Usages, représentations

- L'Etudes sur les représentations et usages d'Internet chez les pré-adoscents et adolescents de Barbara Fontaret Elodiet Krendens : "Comprendre le comportement des enfants et adolescents sur internet" : http://www.fondation-enfance.org/IMG/pdf/Rapport_Frequences_Ecoles.pdf
- Yann Leroux et Serge Tisseron, autour de "la sphère addiction" : <http://www.internetactu.net/2009/03/23/yann-leroux-il-ny-a-pas-daddiction-aux-jeux-video/>
- Etude du réseau scientifique européen Eu Kids Online "Risks and safety on internet", sur les risques chez les individus de 9 à 16 ans : http://www2.cnrs.fr/sites/communiqu/fichier/rapport_english.pdf
- Ouvrage de S. Proulx et M.B. TAHON M.B 1989, "La machine infernale" – autour de l'expression des peurs chez des usagers de l'informatique

Co-production de contenus, UGC, consommacteurs

- Projet ANR CP Prosodie, sur les communautés de co-production de connaissance et le rôle de chacun : <http://cccp-prosodie.org/>
- Dominique Cardon et Fabien Granjon, "Mediactivistes", 2010 : <http://www.pressesdesciencespo.fr/fr/livre/?GCOI=27246100994400>
- Dominique Cardon "La démocratie Internet", sur les formes politiques sur l'internet : <http://www.seuil.com/livre-9782021026917.htm>

- Patrice Flichy, "le sacre de l'amateur", 2010 : <http://www.seuil.com/livre-9782021031447.htm>
- Travaux sur les communautés de Fans de séries et notamment les créateurs de sous titres par Clément Combes et Fabien Granjon, Revue Réseaux)
- ANR en cours sur les "biens communs" MCF
- Les vidéos réalisées par le BTS Audiovisuel SUGER a Saint-Denis (usager co-producteur) :
- http://www.suger.fr/index.php?option=com_content&view=category&id=34&Itemid=65
- Projet Romanesco, qui crée des logiciels de VJing Collaboratif : <http://jukastan.blogspot.fr/p/projet-romanesco.html>

Ressources génériques

- Atelier de Réflexion Prospective PRISE sur les "Ruptures de la société de l'information à horizon 2030", dont un des axes est dédiée aux questions de "Culture-Médias et Numérique" : <http://prise.reseaufing.org/>
- Le groupe "Questions Numériques" du réseau social de la Fing, où s'élaborent des scénarios pour les années à venir : <http://www.reseaufing.org/pg/groups/40689/questions-numeriques/>
Voir notamment les 20 scénarios de "rupture" produits pour 2013 : <http://fing.org/qn2012>
- Les projets de la fondation de recherche CIGREF - <http://www.fondation-cigref.org/projets-finances/>

Session B4 - "Observer la société de l'information"

Intervenants

- Laurent-Pierre Gilliard (AEC)
- Pascal Plantard (Université Rennes 2 ; M@rsouin)
- Didier Paquelin (Université Bordeaux / RAUDIN)
- Pierre-Amiel Giraud (Doctorant en Géographie)
- Jean-Christophe Frachet, (Conseil Général de l'Essonne)

PISTES POUR LA RECHERCHE

Besoins de croisements des informations

- Besoins de croisements objets sociaux/objets techniques (Réseaux THD, mobiles, etc.)
- Croisement observation numérique/non-numérique
- Mesurer l'impact des politiques publiques sur le territoire
- « Low uses » usages de base
- Utilisation de l'open access (journaux)
- « Web sciences » sur le territoire
- La représentation des décideurs (préjugés, inquiétudes, ...)
- Crowdsourcing, « capteurs humains » du développement numérique
- Méthodo observation en archipel (hot spots ?)
- Les historiens, Sciences politiques, philosophes, sont absents du champ de recherche
- Un gros travail sur les tiers lieux et le télé-travail (qui stagnent depuis 20ans).

Challenges

- Nouvelle fracture numérique = le sentiment d'isolement
- Les personnes qui n'utilisent pas les outils TIC, ont pour raison d'être exclus socialement (Question de e-inclusion)
- Sur les questions de recherche : 3 niveaux de question de
- Du plus immersif au plus qualitatif, nécessité de croiser les méthodologies
 - De manières très disciplinaires
 - De manière plus internationale
- Un travail à faire entre le low use et high tech

- Economies de la collecte de données => analyse du baromètre et analyse des process = complémentarité
- Identifier et comprendre les déserts
- Comprendre les « usages en train de se faire »
- Comment le numérique contribue t-il au bonheur et au développement humain/territoire

Nouveaux indicateurs

- Changer d'indicateur pour changer de point de vue (PIB, taux d'emploi des femmes, etc.)
- PIB vers un indicateur de bonheur c'est un revirement intéressant à analyser.
- Est ce que les indicateurs plus qualitatifs révèlent des études sur les indicateurs quanti ?
- On a mis des chiffres sur nos mots, la force de la carte est grande IDH4

5 axes à poursuivre :

- Axe interaction homme – machine
- Axe sur la mesure de comment apprécier la communication numérique
- Axe sur la présence du cyberspace et voir d'autre éco
- Axe sur l'agriculture à l'ère numérique
- Axe sur le numérique et les territoires

Revisiter l'approche traditionnelle

- Qu'est ce qu'un territoire « en retard », « en avance » ?
- Que se passe t-il avec l'ordi 2.0 ?
- L'observatoire ce n'est plus une photographie, c'est mesurer les politiques publique, les marges de progression, ressources de la recherche, action sur le terrain, mise en relation d'acteurs, anticiper les manques, faire des propositions sur comment agir
- Passer d'un outil décideur à un outil plus pédagogique, pour permettre aux régions de se rendre compte de l'ampleur de cet outil
- Est ce que le taux de pénétration des ménages est une vraie question ?
- Ce terme pénétration, il faut savoir être au clair par rapport à cette allégeance
- Quel est le référentiel de comparaison ?
- Développer des postures de comprendre les usages en terrain de se faire
- Qualifier les marqueurs historiques culturels et territoriaux
- Revenir à des fondamentaux de transformation : de la donnée en information
- Comment la pratique numérique revisite les objets de recherche ?

Etablir une nouvelle approche

- Un travail sur les nouveaux indicateurs et méta-indicateurs à trouver 2 modes distincts : compréhension d'état et compréhension de processus
- Approches immersive et approches de proximité
- Usage et non usage de travailler à la consolidation
- La communication à partir des données, le droit et les conséquences du travail sur les données qui nous appartiennent pas, quel le droit de regard sur ce travail ?
- Il faut partager le contexte d'émergence des données ouvertes
- Arriver à cartographier les réutilisations des données

- Comment appréhender le mouvement, les flux d'information ?
- Sciences citoyennes, énormément de développement, comment les analyser, comment les cartographier ?

Défis et enjeux

- Il faut mettre les universités dans le champ, créer de nouvelles formations, plus ciblées, les apprentis chercheurs ne sont presque pas formés. En anthropologie, par exemple, les études terrains ne commencent que la dernière année de master.
- Difficulté à passer les messages, les préconisations, les conclusions
- La difficulté est de gérer la chaîne qui va de la recherche (théorique) d'arriver à le mener à d'autres infos qui ont été faites sur le territoire pour aboutir à des actions concrètes
- On n'arrête pas de rejeter des hypothèses de recherche, c'est peut-être le poids des politiques publiques dans la recherche
- Problèmes de structure dans les organisations, l'information n'est pas diffuse
- La barrière de la langue n'est pas la barrière principale
- Le seul discours tiers lieux poussés par les chercheurs et la société civile ne va que dans un sens
- Le portage ne s'intéresse plus à la région mais à la métropole et plus qu'à l'aspect économique du numérique
- « On ne mesure que le bord de l'innovation »
- Problématique de mesure de certains concepts comme le bonheur
- Question d'éthique et de déontologie de conservation du sens des données
- Recherches (Sciences po, etc.) seules les politiques publiques numériques sont engagées le territoire, ce n'est pas suffisant
- Les données ne sont jamais publiées de manière brute
- Tant qu'on découpera les sujets numériques en fonction des sciences on n'y arrivera pas
- Une question de formation : Comment accompagner les étudiants dans une logique prospective ?
- Il faut savoir définir les invariants
- Revisiter la frontière entre le public et le privé
- L'utilisateur est au centre de la démarche
- Cartographier le territoire autrement, de manière multidimensionnelle
- Illettrisme et numérique => « literacy » (compétences informationnelles)

TERRAINS DE RECHERCHE ET D'EXPERIMENTATION FUTURS

- [Open street map](#), Twitter sont des terrains intéressants à investiguer
- [Le bon coin](#), etc. Les transformations de pratique sont essentielles à la recherche
- Pratiques de scientifiques, universités, réseaux sociaux, open access, indicateurs AERES, sciences critiques
- Nouvelles pratiques et usages dans les universités
- Roubaix + autres points chauds
- Nouveaux lieux de pratiques numériques, éduc pop, tiers lieux
- [G.U.L.L](#) / install.parties / carto.parties => lieux rencontres usages innovants / education populaire
- Mieux observer les adolescents, entre parcours loisirs/scolaires/numériques car de nombreux éléments sont standards et similaires. Il existe de nombreux lieux à observer
- Les milieux où la culture geek et la culture social/ éducation populaire se rencontrent
- Marsouin = groupement d'intérêt scientifique

RESSOURCES

- [RAUDIN](#) programme recherche Aquitaine : site web, actes colloque 2012. Penser la recherche pour l'action
- [AEC Aquitaine](#) : Diagnostic, Atlas, SIAD
- [Thèse de NOUCHER Matthieu](#) : La donnée géographique aux frontières des organisations => question appropriation
- Thèse d'Antoine Caudron (en cours)
- Blog [MySciencework](#) OpenData nécessite de l'éducation et du contexte
- Blog de Antonio Acasilli (usages numériques, réseaux sociaux)
- L'apport de la recherche par rapport aux cartographies a été un énorme pas pour les acteurs
- C'est en ayant des mesures et des politiques publiques qu'on voit quel indicateur va pouvoir analyser, on préconise, on conclut et on agit

Session A5 - "E-démocratie"

L'émergence des TIC et des réseaux a été largement présentée comme l'apparition d'un nouveau support, voir un nouvel élan, pour la démocratie. Mais qu'en est-il réellement ?

La "e-démocratie" est-elle une réalité ou une vieille lune ? Comment se traduit-elle sur le terrain ? A t-elle (vraiment) favorisé une logique plus ascendante ? Que doit-on imaginer pour la stimuler ? En quoi la recherche peut-elle, doit-elle, éclairer les politiques publiques et actions de terrain dans ces domaines ?

Intervenants

- Serge Proulx, sociologue des usages, Université du Québec
- Alexandre Desrousseaux, Région Nord Pas-de-Calais
- Romain Badouard, UTC
- Mathieu Lerondeau, La Netscouade
- Clémence Bedu, CG 94

PISTES POUR LA RECHERCHE

Usages des TIC et pratiques d'écriture numérique, espace public et action politique à l'échelle européenne ; gouvernance de l'internet.

- Besoin de chercheurs spécialistes de la démocratie participative qui se pencheraient sur le numérique.
- Définitions : quand on parle de "e-démocratie", on a deux notions distinctes :
- La façon par laquelle les TIC vont induire un changement pour renforcer la société civile. On fait allusion à la manière de s'exprimer dans un espace public, à propos d'un espace public.
- La façon par laquelle les autorités publiques vont utiliser technologies et procédures avec pour objectif de faciliter la relation aux citoyens. C'est-à-dire, comment échanger avec les citoyens, comment les consulter...
- Contraintes
- Pas d'écho dans les média de masse
- La prise de décision est trop décalée par rapport à l'action.
- Le public est trop peu diversifié, c'est toujours les mêmes publics qui participent (diplômés, CSP+, personnes âgées, etc.).

Question du design (ou conception)

Observations

- Des dispositifs car les ingénieurs et chercheurs vont répondre aux institutions publiques mais manque la question du design
- Le numérique en tant que tel ne va profiter qu'à ceux déjà "connectés" et déjà mobilisé dans les actions démocratiques
- Ce qui marche le mieux est ce qui nécessite le moins d'effort (KISS : keep it simple and stupid)
- Les usagers ont des pratiques limitées et différentes les uns des autres
- Les concepteurs ont parfois un biais trop technophile là où ils auraient intérêt à ne mettre trop en avant cet aspect geek et très techno
- Il faut résister à la tentation de mobiliser les dernières applications ou dernières technologies
- Des expériences de design participatif existent déjà : constitution d'un panel de citoyens interrogés sur la conception en amont d'un dispositif.
- L'expérience est-elle digérée par les organisateurs ?

Vigilance sur :

- La restriction des applications : limitation de texte, procédure de commentaires. La navigation doit être déjà une procédure de consultation.
- L'agencement des rubriques
- La ligne éditoriale et la façon de s'adresser aux citoyens
- La manière de communiquer (ciblage d'un public)
- Le système de gestion des données personnelles des participants :
- Soit le citoyen utilise un avatar et on est dans un concept plus distancié mais plus ludique.
- Soit le citoyen s'identifie avec de vraies infos (nom prénom) et on engage un processus de responsabilisation qui peut avoir d'autres inconvénients (ne pas vouloir prendre de risque, brider la parole...)
- Problématiques :
- Problème d'appropriation et de compréhension des outils
- Problème de budget !
- Sentiment d'être arrivé au bout (à bout ?!)

Outils et méthodologies

Besoins

- Besoin de web agencies capables de rendre compte de ce qui fonctionne / ne fonctionne pas.
- Besoin d'anticiper au maximum en ouvrant les dispositifs : on observe dans certains cas comment les outils peuvent être détournés par les utilisateurs en aval du processus
- Besoin d'un gros travail de veille, d'observation et production d'outils

Enjeux

- Les méthodologies connues de consultation publique ne suffisent pas toujours à inspirer des bonnes pratiques.
- Lors du traitement de la demande d'un client : question de la promesse : la mise en place d'une procédure peut se faire avec les « meilleures intentions du monde », parfois les clients ne s'avouent pas à eux-mêmes

qu'ils veulent faire de la communication. Le rôle de l'agence est d'essayer d'alerter clients sur sa part de responsabilité.

- Question de la conception la cause de l'échec de certains dispositifs en ligne n'est pas uniquement corrélée à la technophilie des concepteurs, mais aussi parce que la méthodologie qui accompagne les dispositifs les pousse à la prudence. Généralement, on préfère un élargissement au maximum de l'outil pour permettre la variété des formats de réponse.
- Cette question est liée à un problème de compétence du côté des utilisateurs : les outils doivent essayer de couvrir la grande hétérogénéité des profils.
- On pourrait se rapprocher vers des plate-forme plus efficaces en sachant ce qui fonctionne, ne fonctionne pas.
- Problème de motivation : les citoyens n'ont pas tous la même implication, le même niveau d'engagement. Le taux de participation des citoyens restent un frein majeur auquel même une stratégie bien conçue peut difficilement faire face.
- On constate également qu'une grosse partie du budget des clients passe dans la conception/création de la plateforme alors qu'une partie essentielle de l'investissement doit aller dans la constitution de la communauté.
- Jusqu'à aujourd'hui, la conception d'outils était faite pour des donneurs d'ordre publics.

La gestion de la participation

Besoins :

- On assiste de plus en plus à des commandes d'acteurs privés dans le cadre délégation de service public. Où se situe dès lors la responsabilité ? Ces acteurs se trouvent dans une tension : ils n'ont pas de légitimité ni ne sont missionnés pour assumer responsabilité. De l'autre, le public a une certaine exigence qui pèse sur eux.
- Pour que l'outil fonctionne il faut pouvoir créer les conditions d'une participation/animation/ et création d'une véritable demande. (Exemple d'une collectivité qui a dépensé entre 50-90000€ dans un extranet qui ne fonctionne pas).
- Introduction de normes pour imposer des procédures plus participatives ? On a déjà des textes qui réglementent la participation au niveau européen, en France avec l'exemple de la CNDP...
- Si on organise une consultation, à quel point le produit contenu par le dispositif devient-il opposable à la loi ?
- La mise en place de dispositifs participatifs reviennent très généralement à une question d'argent !
- Concernant les objectifs de ces dispositifs : cherchent-ils à créer du consensus ou bien ?
- Sur la gouvernance : qui assure la transparence de ces dispositifs ? Commandeurs ? Concepteurs des dispositifs ? Qui est modérateur ?

Observations & questionnements :

- Sur le cheminement du projet dans un cadre délibératif : les commandes sont généralement peu assumées... Il a fallu parfois recréer les conditions de la commande pour re-proposer un dispositif participatif.
- Comment gérer l'impératif participatif quand il n'y a pas de controverses ?
- Question de la matérialité des objets mis en débat.

- La carrière des arguments dans un débat à travers une analyse pragmatique de la délibération en situation et de place de la modération
- Comment se passe la sélection des arguments ? Débat filmé puis retranscrit et décrit en intégralité.

Éléments décisifs d'influence :

- Facteurs prépondérants en psycho-sociologie (figure des leaders que l'on peut rapprocher de la traditionnelle figure du père)
- Est-ce que ce facteur joue réellement sur Internet ?
- Poids de l'animation à travers le mode de guidance plus ou moins forts, y compris en ligne. On observe des différences de pratiques selon les cultures (anglo-saxonne moins directive par exemple).
- La «dictature» du format.
- Prévoir une place plus participative sur le choix du format

Pouvoir d'action des citoyens

Besoins/pistes de recherche :

- Pourquoi en France on n'arrive pas à mettre en place des démarches délibératives face à face ou en ligne qui marchent ?
- Observations & questionnements :
- La traduction française est difficile et pourrait se décliner en deux nuances :
 - la « capacité d'agir » que l'on peut rattacher à une tradition de la sociologie de la mobilisation pour résister à une domination.
 - la « puissance d'agir » en référence à Spinoza et au désir de résister.

Les enseignements de l'année 2011

L'année 2011 a été riche en événements politiques forts. Mais concrètement, qu'avons-nous gagné en pouvoir citoyen ? L'approche ici se base sur une réflexion sur le pouvoir, non techno-déterminé, sur les moyens du pouvoir.

Un premier enseignement est que le politique doit aller vers le numérique et non inversement. La technologie ne peut, ne doit pas s'imposer s'il n'y a pas usage.

Un second enseignement pencherait du côté de la perpétuation de désir de contester. Si en France, nous sommes très politisés, on note au Québec un nouveau souffle de la mobilisation. Actuellement, à travers la révolution érable, il y a bien un réveil politique et une politisation accrue du mouvement étudiant.

Enfin, comme message positif, il y existe un désir citoyen d'exister ! On l'observe particulièrement à travers l'exemple des mouvements de contestation (les Indignés, la Puerta del Sol, Occupy Wall Street.)

TERRAINS DE RECHERCHE ET D'EXPERIMENTATION FUTURS

Dans les collectivités

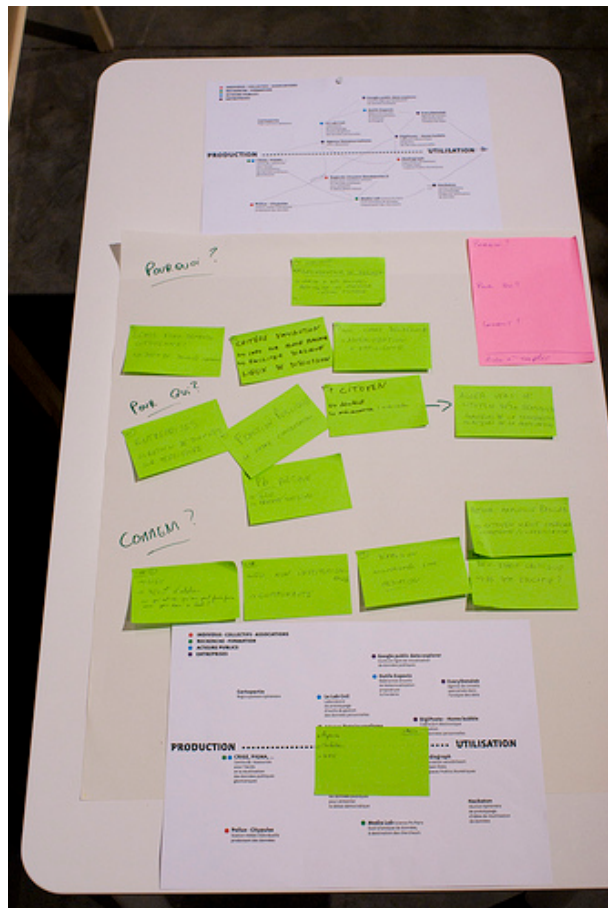
- Accompagnement des collectivités sur leur outillage numérique. C'est l'occasion de réfléchir sur la réutilisation de ces outils dans la relation aux citoyens.
- Les 35 territoires du [programme DREAM +](#) en Nord Pas-de-Calais : ceux qui avancent et les autres
- "Ateliers citoyens" du CG 94 ; débats en face à face et en ligne, 1e édition à venir en 2012-2013

Dans les agences et le privé

- Aller voir du côté des pratiques de la consultation dans les entreprises
- [Netscouade](#) : des dizaines de consultation en ligne

Ingénierie et question de professionnalisation

- Dispositifs socio-techniques de la e-démocratie (boîte à outils)
- Poursuite enquête sur la professionnalisation de la DP ([Institut de la concertation](#) + Alice Mazeaud + Magali Nonjon) + suite des "[Rencontres des professionnels de la démocratie participative](#)" (novembre 2011).



RESSOURCES

Sur la participation en ligne

- [GIS Démocratie et Participation](#)
- Travaux de Raphaël Kies dont l'article "[Forum en ligne et partis politiques](#)", Revue [Réseaux de 2008](#).
- Nicolas Benvegna,
- thèse "La politique des netroots. La démocratie à l'épreuve d'outils informatiques de débat public". Soutenue en 2011. [Résumé](#).
- article "[Le débat public en ligne. Eléments sur l'équipement d'une démocratie dialogique.](#)" (2006).
- participation aux travaux sur les [cartographies de controverse](#).
- Laurence Monnoyer-Smith Communication et Délibération - enjeux technologiques et mutations citoyennes, Ed [Hermès](#)

Sur les usages des nouvelles technologies

- [Stephen Coleman](#) (Oxford)
- [Serge Proulx](#) "Les peurs des enseignants, éducateur"
- [Danah Boyd](#) sur les différentes stratégies selon les médias sociaux
- André Gorz, L'immatériel pour qui le travail immatériel fait que la nouvelle économie cherche à capter le travail de production de soi (capacité à coopérer...)
- Travaux de Serge Proulx [Usages et enjeux des technologies de communication](#) : de plus en plus, les innovations se font par l'usage, c'est-à-dire des expériences des individus, mais aussi de la société. Description des conditions d'appropriation d'une technologie. Et enfin, son concept dynamique de "communauté apprenante"

Réflexions sur la démocratie participative

- Loïc Blondiaux :
- & Yves Sintomer, « [L'impératif délibératif](#) », Politix, 57, 2002, pp. 17-35.
- [Le Nouvel esprit de la démocratie](#), Seuil, coll. «La république des idées», 2008.
- [Les impensés de la démocratie participative](#)
- & Dominique Cardon, Dispositifs participatifs, Armand Colin, 2006.
- Dominique Cardon sur l'élargissement de l'espace public. [La démocratie Internet : promesses et limites](#) Ed Seuil 2010
- Jacques Rancière "Démocratie sauvage vs démocratie d'élevage" La Haine de la démocratie, Paris, La Fabrique, Paris, 2005.

Etudes de cas

- Travaux sur la CNDP de Philippe Subra, 2007, Géopolitique de l'aménagement du territoire, A. Colin, coll. Paris.
- Romain Badouard sur les [pratiques politiques à l'échelle européenne](#)
- Clémence Bedu, [Quand une citadelle technique se met à l'épreuve de l'impératif participatif. Récit de la mise en politique de l'eau potable dans une grande agglomération](#), thèse soutenue en 2010.
- Guillaume Gourgues, [Le consensus participatif. Les politiques de la démocratie dans quatre régions françaises](#), thèse soutenue en 2010.

- Alice Mazeaud, [*La fabrique de l'alternance. La « démocratie participative » dans la recomposition du territoire régional*](#) (Poitou-Charentes 2004-2010), thèse soutenue en 2010.



Session B5 - "Education et nouvelles formes d'apprentissage"

TIC et éducation entretiennent depuis toujours des rapports passionnels : dans les relations des apprenants aux sciences et aux technologies, dans les promesses de formes d'apprentissage "augmentées", dans l'ouverture de champs cognitifs inexplorés, dans les logiques d'appropriation pour le plus grand nombre qui se heurtent à de "nouvelles fractures" ... Au-delà des promesses, tous les dispositifs techniques ne se révèlent pas en phase avec les objectifs pédagogiques - loin s'en faut.

Après de longues années d'expérience, il est opportun de regarder dans le rétroviseur et faire le point sur les pistes pertinentes du mariage éducation/TIC. Comment innove t-on dans l'éducation ? Y a t-il des dispositifs pertinents qui ont fait leur preuve, et pourquoi ? Quelles sont les difficultés de mise en oeuvre de dispositifs innovants dans l'éducation ?

En quoi la recherche peut-elle les y aider, et sur quels objets devrait-elle porter ses efforts dans les années à venir ?

Intervenants

- Georges-Louis Baron (Université René Descartes)
- Pascal Plantard (Université Rennes 2 / M@rsouin)
- Didier Paquelin (Université Bordeaux / RAUDIN)
- Nathalie Couldre (Cned)

PISTES POUR LA RECHERCHE

La perméabilité entre les mondes

- Enjeux de la perméabilité recherche/practiciens – quelles nouvelles structures seraient nécessaires pour rendre cela possible ?

Repenser les formations

- Qu'est-ce que les nouveaux curriculums peuvent intégrer en matière de technologie de l'information ?
- « La technologie éducative » nécessite une véritable attention – les jeunes apprennent par la médiation technologique, selon des modes de formation artisanale ; quels objets d'apprentissage ?
- Comment « industrialiser » les formations données artisanalement par des enseignants ?
- Est-ce qu'on ne va pas vers des mondes et des parcours hybrides, ou en tant qu'apprenant, on va aussi former de temps à autres ?
- Quelle place pour l'éducatif dans le monde de l'école et de la formation ?

Les processus d'apprentissage

- Quelles sont les motivations à apprendre, les plaisirs à apprendre ? Comment stimule-t-on la motivation dans le processus d'apprentissage ? Seulement par l'outil ou par une présence ?
- Quelle place des entreprises dans le processus de formation ? Est-ce un nouvel acteur dans ces processus, qui va fournir les supports et les contenus ?
- Questionner la dimension de maturité pédagogique pour penser de nouvelles formes d'apprentissage qui permettent aux jeunes formateurs de se défaire de ce qu'ils ont appris

Pratiques, et liens avec l'apprentissage et la formation

- Quelles conséquences de l'hyperconnectivité dans le rapport avec l'institution ? Quelles conséquences sur les pratiques, poreuses, fragmentées, comment leur redonner de l'intelligibilité ?
- Repenser des configurations territoriales pour aborder la question de la porosité entre les différents mondes et acteurs : comment les espaces et pratiques « numériques » sont-ils poreux ? Quelle est l'ingénierie de la reconfiguration de ces espaces poreux ? (exemple de l'ENT : différencier les espaces d'apprentissage de ceux de la formation)
- Les imaginaires (des technologies, des usages) qui éclairent la dialectique aliénation / émancipation (les technologies peuvent être une possibilité d'émancipation à condition d'avoir confiance dans la capacité de « faire »)

Comment innover dans les pratiques d'enseignement ?

- Question de l'évaluation : quel rapport des pratiques innovantes avec l'innovation dans les pratiques d'évaluation ?
- Comment innover dans l'enseignement à distance ?

- Comment ré-apprendre aux jeunes à comprendre ce qu'il y a « dans la machine » ? Y a-t-il des formations plus techniques à envisager, par exemple dans les écoles d'ingénieurs ?

Des questions de gouvernance

- Légitimation des ressources /gouvernance ? / quels rapports à l'institution à l'avenir ?
- Qui va être le nouveau donneur d'ordre dans le monde du web sémantique où il est nécessaire de comprendre le numérique comme outil d'écriture

TERRAINS DE RECHERCHE ET D'EXPERIMENTATION FUTURS

- Regarder du côté des formes collaboratives / territoires, des centres d'innovation sociale
- Frontière maison/école
- Porosité entre acteurs : exemple du prof/étudiant
- Hackerspace installé au sous-sol d'une entreprise de climatiseurs (Nanterre)
- Former les formateurs, profs, médiateurs, parents, politiques...
- En revenir à l'observation des usages, notamment pour ne pas assimiler tous les jeunes aux « digital natives » ; partir des pratiques et non pas des dispositifs ; ne pas s'intéresser qu'aux équipements, mais aux usages
- Développer des centres de recherche comme [Marsouin](#)
- Les nouvelles fractures : la dimension identitaire de l'usage, la dimension symbolique des usages, la dimension imaginaire des usages
- Les Fab Labs comme objets du « faire »
- La socialisation des technologies autour de certains outils (ex : la tablette)

RESSOURCES

Travaux de recherche

- [ARP PREA2K30](#)
- [ARP Prise](#) : [Continuité et rupture sociales](#)
- www.adjectif.net : perméabilité recherche / praticiens

Articles et ouvrages

- Pierre-Amiel Giraud (voir le mémoire de M2 [Les territoires du libre en Aquitaine](#)) et [Fabien Labarthe](#) – autour des communautés actives, fab labs, de l'arrivée de l'imprévu...
- Aymeric Lésné – Mémoire de M2 [Les Hackers Ingénieurs](#) (Mémoire sur les hackers / tiers lieux)
- Georges Ritzer – Mcdonaldisation de la société, [accessible en ligne en anglais](#).
- [Christensen](#), scénario de l'école à la carte
- P. Plantard et M. Trainor (à paraître) – Contribution à l'anthropologie des usages du numérique (réflexions épistémologiques et méthodologiques)
- [Von Hippel](#) sur l'innovation
- Serge Tisseron sur les représentations
- [Barbara Fontar](#) sur les digital natives (« c'est pas inné »)

Autres Références

- Petits débrouillards – pôle numérique
- [Quest to Learn \(NY\)](#) où les élèves vont apprendre par le jeu
- Expérimentation du Club de prévention de Nice
- André Giordan – Journées internationales de l'enseignement scientifique
- Université de Tous les savoirs - [Canal U](#) – conférence en ligne (ex : conf de Stiegler sur émancipation)
- [Séminaire Marsouin](#) – La société numérique et ses usages
- [Centre de recherche interdisciplinaire](#) – François Taddei
- Etude Futurable : enseignement et formation en 2035 / catalogue d'innovation